Rédaction - Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84 Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio. Numéro de la Commission paritaire : 46722 Imprimé par Rotographie.

MARDI 1° JUIN 1976

Belgique 15 FB . Sursse 1 FS

BOMBARDEMENTS ET MASSACRES AU LIBAN

cycle infernal a repris

Depuis dimanche, de Beyrouth à la plaine de la Békaa, les combats font rage. L'aéroport était momentanément fermé à la suite de bombardements intensifs; le camp palestinien au sud de Beyrouth était l'objet durant vingt-quatre heures de tirs d'obus, faisant d'importants dégats et de victimes : 270 morts et plus de 600 blessés en moins de quarante-huit heures. Zahlé, et ses environs dans la Békaa, à la frontière syrienne, étaient le théâtre d'horreurs indescriptibles.

Selon l'agence WAFA, porte parole de l'OLP, « la dégradation de la situation viserait à prouver que la sécurité ne pourra être rétablie que grâce à une intervention étrangè-

Au bombardement des villages chrétiens, Kobbeyat et Andkit (région nord-est du Liban), par

l'armée du Liban Arabe appuyée par des éléments progressistes, les forces de droite ont répondu par la destruction du village musulman de Ras Nahache.

Ce déchaînement peut sembler incompréhensible. Deux facteurspeuvent aider à comprendre le chaos dans lequel le Liban s'est installé depuis plus d'un an. Si les embrasements sporadiques mais extrêmement meurtriers visent à bloquer la mise en place de la solution négociée syrienne afind'obtenir des concessions de part et d'autre, le confessionalisme continue à marquer les affronte ments.

Les masses populaires des deux camps sont elles-mêmes victimes des forces et des passions libérées par la guerre civile et qui échappent souvent aux directions en présence.

Ben Khaled

Après l'assasinat d'un militant des JC italiennes

L'ASSASSIN PORTAIT CHEMISE NOIRE ET CROIX GAMMEE



Lire page 2 le fasciste Pietro Allata (AFP)

- 15 000 personnes aux obsèques à Sezze
- Grève générale dans le Latium
- Le député fasciste Saccucci exclu du MSI
- Le PCI lance un appel au calme

Pietro Allatta, assassin du jeune militant communiste Luigi di Rosa (tué par balle dans un meeting à Sezze) portait habituellement chemise noire et croix gammée. Il a appelé sa Benito (en souvenir de Mussolini) et, le 25 avril, anniversaire de la Libération, il mettait un drapeau en berne à sa fenêtre. Exclu du MSI il y a deux ans, il avait fondé son propre mouvement « Aigle romain ». Il prêtait souvent main forte au service d'ordre de meetings du MSI.

Almirante, dirigeant du MSI s'est, quant à lui, déclaré contre toute violence (!). Pourtant, ce même 28 mai, plus de 20 000 personnes manifestaient à Brescia en memoire du massacre provoqué par des bombes fascistes il y a deux ans et qui fit 8 morts. Almirante a annoncé que le député Saccucci (qui avait fait appel à " « Aigle romain » pour le service d'ordre de son meeting de Sezze) était exclu du MSI. Déclarations au fort relent électoraliste pour le dirigeant d'un parti qui a trempé dans toutes les attaques meurtrières de ces dernières années (Micelli, un des inculpés pour le massacre de la Place Fontana à Milan, se présente candidat sur ses listes).

Le député fasciste Saccucci a d'ailleurs, un passé fort trouble. En mai 1975, le procureur de la République de Rome transmettait à la Chambre des députés sa requête pour l'arrestation de Sandro Saccucci, accusé d'avoir participé à la préparation du coup d'Etat de Valerio Borghese en décembre 1970. Mais les députés démocrates-chrétiens avaient voté contre son arrestation, lui garantissant l'immunité et le sauvant de la prison. Toute la ville de Sezze a porté le deuil dimanche et plus de 15 000 personnes ont suivi les obsèques de Luigi di Rosa. La grève générale a été proclamée lundi dans toute la province du Latium.

Le PCI a lancé un appel au calme dans sa presse, appelant les travailleurs à ne pas rechercher la vengeance « oeil pour oeil » et à rejeter les « groupes extrémistes qui tombent dans la spirale de la provocation ».

presse, la crise et le pouvoir

Samedi, Le Figaro et L'Equipe ne sont pas parus, en raison d'une grève des travailleurs CGT de la presse. Hier après-midi, le comité intersyndical parisien du livre CGT a réuni les délégués syndicaux de toutes les entreprises de presse parisiennes pour « définir les formes d'action appropriées » contre les deux titres concernés. Une autre réunion est prévue mercredi matin pour les délégués syndicaux des entreprises qui impriment les périodiques. Enfin, les délégués des entreprises de labeur se réuniront également en vue de « de proposer un dispositif de lutte susceptible de s'opposer au plan de restructuration inspiré par le pouvoir et le patronat ».

Cette bataille qui s'annonce prolongée a été relancée par la décision des patrons du Figaro et de France-Soir (respectivement Hersant et le trust Hachette), de se retirer du syndicat de la presse parisi moment où l'accord semblait en vue avec la CGT du Livre. Pourtant, les représentants syndicaux s'étaient montrés particulièrement conciliants, s'en tenant, selon l'expression de Roland Leroy dans l'Humanité d'hier, à des propositions « sérieuses et raisonnables »: la modernisation en cours dans les procédés d'impression n'entrainerait pas de licenciements dans les deux ans, les réductions d'effectifs s'opérant à travers les départs volontaires et les pré-retraites; les travailleurs licenciés du Parisien seraient réembauchés par les autres titres. Mais point de maintien intégral de l'emploi avec réduction du temps de travail pour tous et recyclage professionnel aux frais des employeurs... Bref, pour les travailleurs, un lourd compromis.

Un titre à fort tirage comme France-soir n'a cependant pas hésité à tirer argument de sa mauvaise situation financière pour déclarer les conditions inacceptables. Il est vrai que

nombre de journaux connaissent actuellement de graves difficultés de trésorerie, encore aggravées par les mesures fiscales du gouvernement. Mais tout le monde sait bien que la bourgeoisie est prète à financer une presse déficitaire forsqu'elle le juge nécessaire. Les difficultés invoquées servent donc avant tout de prétexte à une entreprise du gouvernement et du patronat visant à restructurer à leur profit les moyens d'information.

On a d'abord assisté au rachat et à la reprise en main de plusieurs journaux de province. Aujourd'hui, les grands titres envisagent de tirer parti des procédés de photocomposition pour décentraliser leur fabrication : ce qui leur permettra de créer des éditions régionales, tout en comprimant leur personnel et en bénéficiant d'une main d'ouvre meilleur marché. Dans la foulée, on assistera vraisemblablement à un démantèlement des services de diffusion, avec à la clef des difficultés accrues pour les journaux qui n'auraient pas les moyens de suivre le processus.

Enfin, la restructuration en cours permet au patronat de s'attaquer de front au syndicat CGT du Livre, qui détenait le monopole de la représentation ouvrière. Du point de vue patronal, à un intérêt économique immédiat (affaiblir la résistance revendicative des travailleurs), s'ajoute une arrière-pensée politique : en cas de victoire électorale de la gauche, ne pas voir sa presse à la merci du contrôle des travailleurs.

La lutte qui s'engage doit donc porter sur plusieurs points, dont aucun ne saurait être escamoté. D'abord la défense des conditions d'emploi et de travail pour les ouvriers du livre, bien sûr. Mais aussi la lutte contre la mise au pas des moyens d'information, qui débouche sur une question cruciale : s'il est vrai que nombre de journaux sont déficitaires, le pluralisme en matière d'information n'implique-t-il

pas que les moyens matériels d'impression soient concus comme un service public, c'est à dire nationalisés sous contrôle des travailleurs. Ils v trouveraient la sécurité de l'emploi, et les journaux des conditions d'impression garanties par un service dont

le déficit éventuel serait financé par l'Etat. Car n'y a-t-il pas un grave danger à prétendre que les organes d'information soient des entreprises « rentables », en vertu des sacro-saintes lois de la concurrence?

Quand Ponia se déplace

ROCHEFORT NOIRE

déplacement du ministre de l'Intérieur a mobilisé une armée de casques noirs. Dimanche après-midi, cars et camions de CRS convergaient sur Rochefort. Cepencontrairement à certains bruits, les flics ne barrèrent pas les accès de Rochefort, ils se contentèrent d'occuper la ville, manifestants parvinrent même à se réunir, répondant au mot d'ordre du comité de défense des libertés: métallos en grève de La Rochelle, travailleurs de Rochefort qui avaient débrayé. Les rues de la

démission » et « Ponia fasciste » à la barbe des flics massés devant leurs cars.

Beaucoup de travailleurs présents avaient l'impression qu'il aurait été possible de faire mieux ; la mobilisation n'a pas vraiment été prise en charge: pas de tract ni d'appel du comité au gala de solidarité, faible mobilisation du PC et du PS. Mais la manif qui s'est tenue a obligé Ponia à visiter Rochefort entre deux haies de flics.

Correspondant.

JACQUES MONOD EST MORT

Le professeur Jacques Monod, prix nobel de médecine 1965, est décédé hier à Cannes. Il était directeur de l'institut Pasteur depuis 1971.

Il s'était fait connaitre en mai

1968où, il avait tenté de jouer un rôle de médiation entre les manifestants et les forces de répression. Son image s'était toutefois ternie lorsqu'il en-treprit la réforme de l'institut

Pasteur qui visait à rentabiliser la recherche médicale.

Ancien militant du Parti communiste -il y avait adhéré pendant la deuxième guerre mondiale et l'avait quitté dans les années 50- il avait récemment publié un livre « Le hasard et la nécessité » s'efforçant de démonter le marxisme au nom de l'explication du monde par la « science »



LIBAN

DE L'IMPASSE AU CHAOS

Après quelques jours de relative accalmie (quelques trente morts par jour), les combats reprennent avec une violence sans précédent. Les derniers jours du mois de mai virent la destruction de ce qui restait de Bevrouth et le ravage d'une grande partie de la montagne libanaise.

A partir du 29 mai, l' emploi des missiles sol-sol, des fusées « grad » (dont l'utilisation n'est permise que dans les guerres entre pays) par les partis belligérants, illustre les positions de plus en plus dures adoptées par les deux côtés et qui font plus de 150 morts par jour.

L'échec de l'intervention syrienne au Liban est désastreux pour la droite chrétienne, et en particulier pour les phalangistes qui étaient apparus dans les derniers mois comme les alliés les plus fervents de la Syrie - cette dernière étant en accord complet avec Washington et agissant avec la couverture américaine. Cet échec les isole et les affaiblit militairement face aux Palestiniens et à la gauche libanaise. La mobilisation très forte des masses musulmanes libanaises, des masses palestiniennes et de la gauche contre les attaques de la Saïka et des soldats syriens, au lendemain de l'« élection » d'Elias Sarkis (élections imposée s par les Syrie que toute intervention militaire marginal. L'URSS, cherchant autant

ne ferait que la discréditer davantage. La Syrie choisit alors de faire pression politiquement sur résistance et la gauche libanaise. On comprend mieux pourquoi le leader de l'OLP Yasser Arafat fut empêché d'entrer en territoire syrien sous prétexte qu'il ne possédait pas une autorisation spéciale.

Les phalangistes, par leurs offensives militaires violentes, tentent de justifier leur appel à une nouvelle intervention syrienne ou étrangère.

Pour la résistance et la gauche libanaise, il s'agit surtout de faire échec à toutes nouvelles victoires syrienne, qui non seulement imposeraient une « paix américaine » au Moyen-Orient mais feraient de la syrie un gendarme réactionnaire puissant au Liban.

Ainsi la recrudescence des combats montre que la question de le démission de Frangié complétement dépassée et qu'elle ne joue aucun rôle effectif quant à l'évolution de la crise libanaise. De même que l'« élection » du nouveau président, Elias Sarkis candidat des Syriens, est fortement dépassé par le contexte beaucoup plus large de la crise libanaise qui puise ses sources dans le conflit du moyen-orient.

La visites de Kossyguine en Irak Syriens), firent comprendre à la ou en Syrie n'auront qu'un effet que possible à garder un pied, même boîteux, dans la région arabe, n'a plus qu'une influence secondaire : la Syrie l'abandonnant de plus en plus pour suivre l'exemple égyptien et ouvrir ses bras et son marché à l'impérialisme américain. Le projet lancé par le Kremlin, de constituer « un front de refus arabe » groupant la Syrie, l'Irak, la Lybie, l'Algérie et l'OLP est non seulement illusoire mais dévoile la gêne dans laquelle se trouve l'URSS dans la région.

C'est dans cette situation explosive que toutes les parties du conflit appellent à la préparation d'une table ronde où se déroulerait une

discussion entre les forces belligéran-Pour les partis des deux camps, l'impasse dans laquelle est engouffrée la crise libanaise est concrètement ressentie. Le projet de Giscard fut reçu par une opposition farouche de la gauche et de la résistance palestinienne ; elle frise le ridicule par son ambition aventureuse.

La table ronde serait l'issue de secours la plus plausible momentanément. Les difficultés qui s'annoncent sur la route des négociations et des « discussions objectives » sont déjà apparentes.

Magida S.

PORTUGAL

EXTENSION DES GREVES DANS LE NORD DU PAYS

Depuis la fin de la semaine dernière, un important mouvement de grèves a pris naissance au nord du Portugal et s'étend déjà vers le sud du pays. « Pistes aux étoiles » oblige, le mur du silence fait maintenant place à la conjuration des calomnies. À ceux qui doutent encore du rayonnement de la culture française, il faut dire que patrons et gouvernement portugais vont puiser leurs arguments face à ce mouvement dans l'arsenal des grandes idées sociales de notre gouvernement : «La lutte des classes doit faire place à la concertation des partenaires sociaux », déclarait vendredi le général Pires Veloso, commandant de la région militaire du Nord.

Les travailleurs du commerce de détail de Porto sont en grève depuis une semaine pour la renégociation de leurs contrats. L'association patronale a répondu à leurs revendications en qualifiant leur lutte de « grève sauvage à caractère politico-golpiste ». La police a chargé leur piquet de grève en faisant onze blessés : « concertation entre partenaires sociaux ».

Les 150 000 travailleurs du bois sont en grève depuis jeudi pour obtenir un mois de vacances payées. Leurs patrons se refusent à toute négociations « tant qu'existeront des perturbations dans le travail ». « concertation » encore.

Les 8 000 employés des télécommunications nationales ont débrayé samedi pour les augmentations de salaire. Tandis que les 2000 travailleurs de l'administration des transports aériens et maritimes menacent de faire de même si le gouvernement continue à faire la sourde oreille à la signature de leur contrat qui attend dans les tiroirs

De notre correspondant Charles depuis huit mois. Ceux de l'hôtellerie et des assurances débattent en ce moment des formes du mouvement qu'ils lanceront probablement cette semaine. Partout, les patrons emploient la même tactique : la grève est légale - elle est reconnue dans la constitution alors que le lock out y est interdit -, mais eux, ne discutent pas sous la menace de la grève ».

Attitude à rapprocher sans doute de la campagne en cours pour la « normalisation de la situation portugaise » à laquelle les candidats et les partis engagés dans la campagne électorale servent de caisse de résonnance.

L'explication de cette vague de grève n'a pourtant pas grand chose à voir avec un complot de travailleurs en vue de la « déstabilisation ». Ce sont les statistiques publiées par le ministre du Travail qui la donnent : 65 % des travailleurs portugais gagnent moins de 6 000 escudos par mois, soit moins de 1 000F., et, comme toujours, les entreprises multinationales qui ont de la « concertation entre partenaires sociaux » une expérience très variée comprennent que c'est là un argument beaucoup plus convaincant pour les travailleurs que tous les chantages patronaux et déclarations des Eanes.« Pinheiro de Azevedo, Soares et Octavio Pato.

Ainsi, à Vila do Conde, 1 400 ouvriers textiles sont menacés de chômage par l'entreprise Winner, qui appartient au groupe Windsor International (siège social à Hong Kong) a décidé de retirer ses actions de l'usine dont elle détient 90 % du capital. Les patrons de la Winner justifient leur décision avec un cynisme exemplaire : :« Désirant contribuer activement à l'implantation du socialisme parmi le peuple portugais, ils se refusent a continuer d'exister entreprise capitaliste au Portugal ».

leur rôle de femmes doublement exploitées.

Et pourtant, ces jeunes femmes, très jeunes - la très grande majorité d'entre elles a entre 14 et 25 ans - ont voté avant-hier une motion disant qu'il n'y avait pas de raison que les femmes résistent moins aux charges des flics que les hommes... et qu'elles s'organiseraient dorénavant pour ne pas se laisser intimider.

Il est vrai qu'elles ont l'exemple des femmes des travailleurs de « Motor Iberica » qui, il y a quelques semaines, ayant revêtu des bleus de travail pour défiler aux côtés de leurs maris et manifester ainsi leur soutien à la lutte, se sont retrouvées seules pour faire face à une charge de police parce que les hommes, eux,

aux quatre coins du monde

LA REPRESSION **EN ALLEMAGNE**

Samedi 29 mai à midi, en soutien à la manifestation de Breme, une délégation du Comité de soutien contre la répression en RFA a été recu par M. Kraus, 1er secrétaire de l'ambassade de RFA en France.

Breme, commémoration de l'autodafé nazi du 10 mai 1933, en protestation contre les interdictions professionnelles, contre les poursuites et la censure en RFA, un groupe de personnalités, d'universitaires diffusent des écrits, livres pièces de théâtre, poésie, journaux, tableaux, qui font ou qui ont fait l'objet de poursuites de la part des autorités allemandes.

La délégation, après avoir été fouillée par les services de sécurité, a pu faire part au représentant de l'ambassade d'Allemagne de l'inquiétude et de l'indignation, notamment des milieux universitaires. devant le développement de la répression en Allemagne.

Il a été rappelé diverses prises de position, dont celles de la Fédération de l'Education nationale, contre les in-terdictions professionnelles, la censure et de manière plus générale contre le dévelonpemetn d'un climat de chasse aux sorcières en RFA.

Communiqué par le Comité contre la répression en RFA

• La présidente des jeunesses socialistes ouest-allemande (Jusos) a demandé samedi soir au comité directeur du parti social-démocrate (SPD) de suspendre totalement l'arrété contre l'emploi des « extrémistes » dans la fonction publique en RFA.

Elle a déclaré que « l'existence et l'application d'une telle mesure avait grandement contribué à ternir l'image de la RFA à l'étranger ». « Les démocrates étrangers ont de plus en plus peur de voir la RFA glisser vers un régime autoritaire » a conclu présidente des Jusos.

« PORTES OUVERTES » **MOUVEMENTEES** AU 129° KI DE **CONSTANCE (RFA)**

Les journées portes ouvertes sont de plus en plus souvent l'occasion d'incidents entre autorité militaire et militants civils soutenant les luttes du contingent. Au 129e RI de Constance (RFA), ce dernier week-end la police française (en civil et en uniforme) s'est toutefois particulièrement énervée et a mené une véritable chasse aux militants allemands qui diffusaient un tract dénonçant les conditions de vie de la caserne. Quatre allemands ont été interpellés et confiés aux soins des flics locaux. Un soldat français coupable » d'avoir accepté un tract a également été arrété. Cette remarquable collaboration entre les polices vise à mettre fin à une gongue tradition de solidarité antre les soldats français et leurs camarades civils allemands. Gageons qu'elle n'aura guère de

Delfeil de Ton, ton jeu est drôle à en crever!

Si vous ne connaissez pas le « Jeu du libanais » , « un jeu qui risque de faire fureur cet été », Delfeil Abdessalem Ben Deton (plus connu sous le pseudonyme de Delfeil de Ton) vous l'enseigne dans Libération du 31 mai 1976.

De quoi s'agit-til? Laissons la parole à l'auteur. « Il y a deux équipes. La première est appelée Chrétiens, la seconde Musulmans... S'il y a un nombre impairs de joueurs celui qui est en surnombre est « le Juif » et il compte les points... Les jetons valent 3 millions de points. Il font partie d'une masse commune appelée « La chair à canon »... On joue aux dés... mais les pions éliminés sont mis dans une boîte dite « fosse commune »...».

Suit, la savante description d'un jeu de loi apocalyptique et

Puis l'auteur donne des conseils aux joueurs: « // est facile de voir que le jeu consiste à vider la chair à canon

pour remplir la fosse commune. Ce serait monotone s'il n'y avait pas les « incidents de parcours ». Et il conclut : « Lorsqu'une équipe est éliminée. l'autre, procède à une « prise de conscience de sa connerie »... Le jeu doit son succès au fait qu'il ne nécessite pas une intelligence très développée... »

Racisme, bêtise, tout y est sur cette page 16. Delfeil de Ton connaît sûrement très bien la situation libanaise et les enjeux de l'affrontement qui s'y déroulent. Mais il préfère expliquer que les participants n'ont pas « une intelligence très développée » et les mettre tous dans le même sac. Il se nourrit aujourd'hui, sous prétexte d'effet de plume, de la pourriture des charniers libanais comme hier il aurait souhaité l'effondrement des digues au Vietnam pour faire une « bonne » page, bien marrante. Est-ce que c'est cela informer

ESPAGNE

6 000 **OUVRIERES** DU TEXTILE DE BARCELONE **EN GREVE**

Les femmes du textile à Barcelone sont en grève depuis dix jours. Elles revendiquent: un salaire minimum de 15 000 pesetas et une augmentation unitaire de 4 000 pesetas, plus le 13^e mois de salaire. La sécurité sociale payée par le patron, de même que l'impôt sur le travail. 10 jours de vacances supplémentaires à Noël et trois mois de congé avant et après l'accouchement.

C'est la première lutte active dans ce secteur, et elle regroupe 6 000 femmes de 50 entreprises (les plus importantes ne dépassent pas 350 femmes). Pour éviter de rester dispersées et pour avoir néanmoins un fonctionnement démocratique, elles tiennent d'une part des assemblées générales quotidiennes devant chaque boite

déléguées qui se réunissent en coordination tous les jours et préparent les assemblées générales de tout le secteur qui se sont tenues jusqu'ici deux fois par semaine avec près de 2 000 femmes.

Elles ont commencé par organiser des arrêts de travail d'une demi-heure par jour, puis, devant le refus du patron d'entrer en matière, elles ont décidé la grève. Aujourd'hui la lutte parait difficile: non seulement les méthodes très dures employées par les flics à plusieurs reprises -notamment pour vider les femmes qui tenaient une AG dans une boite- tendent à créer un réel climat de peur, mais les réformistes exploitent la situation pour appeler à la reprise du travail, venant ainsi renforcer les pressions exercées par les maris et les fiancés et, d'autre part, elles ont élu des pour qu'elles reprennent sagement

s'étaient dispersés en courant!

Correspondance



Le groupe dirigeant de Lotta Continua (Sofri, Viale, Bobbio) est originaire de l'université de Pise et a fait ses premières armes politiques dans le mouvement étudiant de étudiant mouvement 1967/68. Lotta Continua est née en été 1969 à Turin. Il s'agissait alors d'un comité de lutte unitaire de la Fiat, auquel participaient toutes les organisations existantes l'époque. Très vite des différenciations se sont opérées et Lotta Continua est la principale devenue organisation spontanéiste. Elle s'est construite au niveau national au cours des années 70 et 71.

Selon les informations qui nous ont été fournies par Luigi Lotta Continua Bobbio, environ regroupe militants. Elle est implantée dans toutes les grandes usines et regroupe une quantité significative d'ouvriers (Fiat, Alfa Roméo, Porto Marghera, Montefibre, Alfasud, Italsider). L.C est présente dans toutes les provinces, aussi bien au sud qu'au nord. L.C déclare 1500 militants à Turin et 1000 militants à Milan.

Au niveau du fonctionnement de la direction, Bobbio admet qu'il existait une forte tendance charismatique. Mais une évolution s'est Des opérée. divergences existent dans l'organisation (« reflet de contradictions réelles au sein des masses »). L'organisation est actuellement traversée par un très violent débat sur la question des femmes.

Lotta Continua a recruté et recrute essentiellement parmi les couches inorganisées. Commele reconnait Bobbio, le penchant ouvriériste de LC a permis d'intégrer facilement des travailleurs dans l'organisation, cependant il est très difficile de les faire participer aux organes de direction (il n'y a pas de cadre ouvrier

L'organisation fonctionne sur la base de sections locales. J'ai participé à l'AG de la section du Turin pour l'ouverture de la campagne électorale à laquelle assistaient près de 1000 militants, dont une partie significatives de jeunes travailleurs.

La capacité d'initiative dans le travail de masse est caractéristique fondamentale de Lotta Continua. Après une phase purement spontanéiste, confrontée à l'évolution de la situation politique, Lotta Continua tend à renouer avec les grands débats politiques et théoriques qui ont traversé le mouvement ouvrier italien et international (longue série d'articles dans son quotidien).

LC publie un quotidien (Lotta Continua) depuis 4 ans, dont elle vend entre 15 et 20 000 exemplaires. Par contre, elle ne publie pas de revue

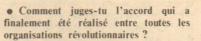
(voir dans Rouge n 61 et 62 les deux premiers articles de cette

L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE ET LES ELECTIONS

de notre envoyée spéciale Anna Libera

3/ Entretien avec Adriano Sofri, dirigeant de Lotta Continua

« Il s'agit d'opposer au programme du gouvernement des gauches un programme d'ensemble qui s'appuie sur la croissance de l'autonomie et de l'organisation des masses »



Nous pensons que cet accord est très important et qu'il dépasse la seule réalisation de listes électorales communes. La chose la plus importante dans cette bataille pour l'unité est qu'elle a été menée par des cercles très larges d'avant-garde qui vont bien audelà des militants des différentes organisations. Elle permet de poser différemment la question de la cons truction du parti et de l'unification des révolutionnaires.

Avanguardia OPeraia et le PDUP ont toujours conçu la construction du parti en Italie comme un processus d'agrégation entre les appareils des organisations existantes. Nous avons toujours pensé qu'il fallait renverser cette conception et poser la question de la construction du parti en liaison avec les luttes de masse et qu'il fallait également porter sur ce terrain le débat entre les différentes organisations existantes.

De ce point de vue, la campagne pour l'unité a marqué la faillite totale de cette théorie de « l'agrégation ». Cette bataille menée par des secteurs de masse a, par exemple, fait éclater les contradictions très fortes qui existaient au sein du PDUP : de même elle a eu une incidence sur les rapports entre AO et la PDUP. Il est probable que l'unification entre AO et le PDUP (la tendance gauche du PDUP) s'effectuera à l'automne et qu'une partie du PDUP restera en dehors, si aucun événement ne vient troubler ce processus. Nous pensons qu'il est positif que cette différenciation au sein du PDUP s'opère sous la pression des masses.

• Vous avez accepté des conditions très dures pour réaliser l'unité. Comment expliques-tu cette attitude de AO et du PDUP à votre égard?

Il v a plusieurs raisons. La première c'est le sectarisme traditionnel. Ils pensent avoir perdu une bataille politique (puisqu'ils étaient au début, surtout le PDUP, absolument contre l'unité avec IC) et tentent de nous le faire paver dans les termes de l'accord Ils vont tenter de renverser dans les résultats électoraux les rapports de force politiques qui se sont établis au cours de la bataille pour l'unité. Il v a aussi le fait qu'une partie du PDUP ne voulait absolument pas de cette unité et qu'elle va donc chercher à la saboter.

Pour notre part, peu importe les conditions. Le fait essentiel est que cette bataille pour l'unité a modifié les termes du débat entre les organisations. Nous avons l'intention de continuer la bataille pour l'unité que nous avons menée pour les élections. en abordant la question de l'unification des révolutionnaires. Il s'agit d'aborder de facon rigoureuse la perspective du regroupement de toutes les forces révolutionnaires et d'v attirer ensuite

les forces hésitantes.

Pour cela il faut, en quelque sorte, éviter que la parole reste aux organismes dirigeants des organisations (sans pour autant les exclure de la discussion) et que les secteurs de masse deviennent les principaux protagonistes de la bataille pour l'unité. Il s'agit donc de stimuler un processus unitaire à la base et de lui donner une forme organisée. Ce processus devrait se dérouler autour de thèmes politiques qui sont restés secondaires jusqu'ici.

Ainsi ces secteurs de masse doivent mener le débat sur les perspectives du processus révolutionnaire en Italie, et en même temps, influer sur le débat qui continue entre les organisations. Ainsi les comités de soutien à Democrazia Proletaria doivent lancer le débat sur l'« après-élection » : sur la question du gouvernement des gauches par exemple, sur le rapport entre institutions et pouvoir popilaire, la question du syndicat. Nous avons proposé d'organiser parallèlement des discussions entre les comités centraux des différents groupes sur ces questions, de mener le débat dans les quotidiens ; tout ceci afin de poser à moyen terme la question de la formation d'un parti révolutionnaire

Evidemment, tout ne va pas se dérouler comme nous l'espérons. Par exemple, il est clair que le PDUP va tenter de maintenir deux campagnes électorales séparées (Democrazia Proletaria d'un côté et Lotta Continua de l'autre). Et au niveau « public » (presse télévision) cela apparaitra clairement. De plus la résistance à une campagne commune vient également du fait que AO et le PDUP n'ont pas encore élaboré de programme, et qu'ils auront beaucoup de mal à le faire (îls préparent un programme commun actuellement); alors que nous en avons déjà publié un. Pour notre part nous allons nous investir dans la campagne unitaire à la base, dans les comités de soutien à Democrazia Proletaria.

• Tu as dit que le débat sur les perspectives du processus révolutionnaire en Italie était très peu avancé. Peux-tu néanmoins nous expliquer dans les grandes lignes comment vous concevez les tâches des révolutionnaires face à un « gouvernement des partis de gauche », quel rapport vous établissez entre la « politique insititutionnelle » et le mouvement de masse?

Le gouvernement des gauches regroupera probablement le PS et le PC et quelques forces mineures (peutêtre une petite scission de gauche de la Démocratie-chrétienne). Mais de toute facon il sera sous l'hégémonie du PCI. Le caractère essentiel de ce gouvernement sera un compromis avec le grand capital, un rapport direct, sans médiation, entre les partis de gauche et le grand capital. Reste à savoir si le grand patronat sera uni ou divisé et s'il

acceptera cette médiation, au moins crisc économique, le PCI sera inimmédiatement à une opposition

Au cas où nous serions présents au Parlement, nous excluerions toute participation à un gouvernement de gauche de ce type. Pas seulement parce que, de toutes façons, on ne nous le demanderai pas, mais parce qu'un gouvernement de ce type serait absolument incompatible avec le développement du mouvement de masse.

Nous pensons que la tâche de député révolutionnaires au Parlement retraités, serait de se faire les porte-paroles d'un programme global qui se base sur l'autonomie ouvrière. Il ne s'agira pas d'être le reflet d'un mouvement revendicatif, d'être un mouvement de pression sur les organisations traditionnelles (qui reste un rôle propagandiste), il s'agira d'opposer à un programme de gouvernement des gauches un autre programme d'ensemble. Par exemple, aujourd'hui, toute une série de mouvements de masse sont en train d'élaborer des propositions de loi (les soldats, les chômeurs). Les chômeurs organisés ont élaboré une loi sur le contrôle des bureaux de placement qui implique le développement d'un contrôle ouvrier sur les licenciements, sur les investissements, etc. ; il s'agit en fait de l'inverse d'une loi traditionnelle, puisqu'elle implique le développement d'un mouvement de masse pour être appliqués et contrôlée. De même, les l'organisation démocratique des forces est très faible. armées qui pose en fait la question de la continuité de l'Etat bourgeois deux éléments : l'incapacité de donner comme la concoivent les révisionnistes.

une valeur uniquement si elle idéologique du PCI entraîne une représente et s'appuie sur la croissance aggravation des contradictions entre la de l'autonomie et de l'organisations des direction de ce parti et les masses masses; alors seulement elle pourra qu'elle influence. stimuler les contradictions dans le bloc des organisations traditionnelles.

reste posé de gagner les masses influencées par les réformistes à une alterposées à leurs indications. Comment envisagez vous cette question?

Au cours de la dernière période on a assisté à une rupture tactique, non stratégique, entre la direction révisionniste et les masses qu'elle influence. De révolutionnaires se posait dans des termes plus favorables. Et il est clair que les exigences des masses. les réponses que les révolutionnaires — nous compris — ont apporte, sont très très faibles

Il faut souligner deux choses. Tout d'abord, la très forte contradiction qui existe en Italie plus qu'ailleurs entre la direction revisionniste et sa base sur les questions de la satisfaction des revendications economiques. S'il vient au gouvernement, vu la gravité de la



dans la première phase, ou s'il passera capable de défendre les intérêts économiques des masses. Ainsi l'unité qui pourra se faire à la base avec les travailleurs influencés par les révisionnistes se réalisera sur ces quesitons matérielles. On a déià quelques exemples de cette possibilité. Par exemple au cours des derniers mois, toute une série de secteurs traditionnellement contrôlés par les révisionnistes, se sont rangés aux côtés des révolutionnaires : les protagonistes des luttes contre la vie chère, des « marchés rouges », les les ménagères; mais également dans les usines.

Ensuite, le PCI a liquidé toute l'idéologie sur laquelle il s'appuyait par le passé pour maintenir son contrôle sur les larges masses. (histoire du mouvement ouvrier, internationalisme, liens avec l'URSS); tout ce patrimoine historique et idéologique est remplacé par la force du PCI en tant que parti de gouvernement. Cela entraine des déformatioons très graves à la base du parti (par exemple le carriérisme chez les jeunes communistes). D'autre part cela provoque une « demande » sur ce terrain abandonné par les révisionnistes. Il ne s'agit pas d'exaltation idéologique abstraite. C'est fini en Italie: la Chine comme substitut idéologique, ça ne marche plus! En fait, c'est la vraie victoire de la Révolution culturelle! Il ne faut plus offir de mythe à la classe ouvrière, mais tenter de répondre à la « demande idéologique » qui se fait jour et qui est soldats préparent une charte sur très importante. Sur ce terrain, le PCI

Je pense que la combinaison de ces staisfaction aux besoins matériels des Cette présence institutionnelle aura masses et la grande pauvreté

Quant à savoir si pour gagner l'influence de ces masses les révolutionnaires doivent dénoncer la direction et se contenter de faire un ap-• Dans cette perspective le problème pel à la base, je pense que, face à un gouvernement hégémonisé par le Parti communiste, il nous faudra appliquer native révolutionnaire. Les masses gar- une tactique particulière. Nous devorns dent leur confiance politique à ces partis, exiger que ce gouvernement prenne des même si, dans la lutte, elles se sont op- mesures effectives. En fait, il ne s'agit pas d'un rapport de force avec la direction du Parti communiste, mais avec le gouvernement. Le problème c'est qu'une partie de la classe ouvrière voit ce gouvernement comme le fruit et le reflet de sa propre force. Pour nous, il s'agira donc de construire un rapport telle sorte que l'intervention des de force dans le mouvement de masse. qui oblige ce gouvernement à satisfaire

(Interview réalisé le 17 mai à Rome)

DEMAIN: INTERVIEW DE MASSIMO GORLA, DIRIGEANT DE AVANGUARDIA OPERAIA.

La réunion de la DPN du PSU

UN PROJET DE « CHARTE MUNICIPALE EST VOTE A L'UNANIMITE

Les DPN du PSU se suivent et ne se ressemblent guère. La dernière en date, les 10 et 11 avril, avaient été marquée par un débat très vif à propos de la tactique électorale pour les municipales de 1977. La majorité souhaitait s'intégrer, après négociation, aux listes de l'Union de la Gauche, alors que la majorité reclamait la constitution de liste « révolutionnaire auto-gestionnaire ». A la suite de cette DPN, les « minoritaires » avaient réuni plusieurs centaines de militants à Bordeaux pour discuter, au-delà la technique électorale, la stratégie révolutionnaire et la politique unitaire pour la période à venir.

direction politique nationale s'est déroulée dans la quasi-unaimité. Les principales résolutions ont obtenu un large conscensus que ne sont venues altérer que quelques abstentions. La première discussion du weed-kend portait sur la situation politique, à la lumière des dernières déclarations américaines de Giscard. Le texte qui en résulte affirme notamment : « si le président de la république voit l'ensemble de sa politique désavouée, il ne saurait plus se réclamer d'aucune majorité dans le pays. Les travailleurs doivent imposer le départ de Giscard dont le pouvoir « personnel » les priverait des fruits de leur victoire. Plus loin, la motion précise: « particulièrement inquiétante est la politique définie au château de Seillac par la direction du Parti socialiste. Cette politique renverrait aux canlandes grecques les nationalisations prévues par le Programme commun « dès le début de la législature ». Il ne resterait plus dès lors au gouvernement qu'à gérer les intérêts de la bourgeoisie en obtenant de sa part un « consensus politique » en comptant sur les organisations syndicales pour éviter les confrontations sociales et pour appeler les travailleurs « à la raison et à l'ef- contrôle populaire ». Les problèmes

de leur victoire ».

Un programme municipal d'action et de contrôle populaire

La deuxième discussion, la plus importante, abordait la question de la « charte municipale », déjà évoquée lors de la précédente DPN. Un long texte a été adopté, qui reprend dans la grande majorité des cas, les propoqu'avaient formulées « minorités » à Bordeaux. La première partie du document s'intitule « pour une campagne électorale de mobilisation populaire dans une perspective socialiste ». Elle laisse dans sa formulation même, la porte ouverte à tous les choix tactiques possible, en se contentant d'appeler à « l'organisation de comités populaires locaux et à la convergence entre l'ensemble des organisations politiques et syndicales qui militant pour l'instauration du socialisme ». Le PSU proposera « la création de comités non cartellisés de mobilisation populaire ». La seconde partie traite plus spécifiquement du « programme municipal d'action et de

MUNICIPALES: LE PC VA FAIRE DE NOUVELLES

Lors de la première journée du comité central du Parti com-

Il est donc vraisemblable que le PC va proposer une nouvelle

muniste, Charles Fitermann a indiqué dans son rapport, qu'il fallait

« tout faire pour aller vers un accord national afin de réaliser l'union

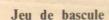
permettant d'aller ensemble dès le premier tour des municipales »

plate-forme d'accord au PS lors de la réunion au sommet des leaders

de la gauche qui doit avoir lieu le lendemain du comité directeur du

Samedi et dimanche dernier, la fort ». Les masses populaires ne liés au contrôle des institutions, à la sauraient accepter d'être ainsi frustrées prise en charge du cadre de vie, aux moyens d'organisation autonome et de défense collective y sont largement développés. La troisième partie se penche sur « les réformes communales à exiger d'un gouvernement de gauche ». L'essentiel des propositions vise à donner une véritable autonomie à la commune et de la décharger économiquement et politiquement de la tutelle étatique. La dernière partie, « les collectivités locales et la transition socialiste » envisage le rôle que pourraient avoir des « communes vraiment populaires » dans la constitution d'un nouveau pouvoir populaire »

La DPN a également entendu et débattu un rapport sur la question des femmes. Et elle a mis au point les derniers préparatifs pour la fête des 12 et 13 juin à la Courneuve (voir ci-contre). En fin de journée, dimanche, elle s'est toutefois divisée pour la première fois du week-end. La minorité de la direction, avait en effet, proposé une motion saluant l'unité des trois organisations d'extrême-gauche pour les élections législatives italiennes. La majorité a présenté alors une contre-motion qui stipule : « La DPN estime positif qu'un accord soit intervenu entre les trois organisations PDUP-AO-LC, pour présenter les listes « démocrazia Prolétaria (...). Cet accord peut contribuer à la progression de l'unité popuc'est-à-dire renforcer le bloc social et politique anti-capitaliste contre la démocratie-Chrétienne ». La motion minoritaire a obtenu 15 voix. celle de la majorité 28.



Hormis ce vote contradictoire, un accord assez large semble donc régner



à la direction du PSU. On ne saurait cependant s'y tromper. Comme toujours en pareil cas, lorsque le parti a fait un pas un peu trop clairement marqué à droite, il rebascule vite dans l'autre sens. Il est ainsi probable qu'à la suite des décisions de la dernière DPN, des contacts ont été pris avec le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Il est plus probable également qu'ils n'aient rien donné et que la direction, consciente qu'il n'y aura pas d'accord national pour faire entrer le PSU, dans des listes de gauche, cherche une porte de sortie honorable. D'autant que le regroupement qui s'est dessiné à Bordeaux suscite des inquiétudes. Il ne s'agit, certes pas encore, d'une tendance nationale organisée, mais son audience pourrait vite atteindre l'équilibre actuel de la direction. Dès lors, l'esprit de « conciliation » a prévalu pour un

temps. Le développement politique en Italie, il est vrai, ne favorise guère le bureau national qui devra expliquer à ses militants que les situations italienne et française ne sont pas les mêmes et que ce qui est possible là-bas ne l'est pas ici..

Quant à la minorité de la DPN. elle entend toujours défendre ses positions lors du conseil national de septembre où sera définitivement mis au point la tactique électorale pour les municipales. On verra alors si elle se constitue en tendance nationale, afin de préparer le congrès de novembre dans les meilleurs conditions pour un débat de clarification politique. Son attitude ce week-end semble inspirer par le désir de ne pas précipiter les clivages dans un parti qui n'y serait pas prêt.

Pierre Julien

A la fête de La Courneuve

2. La magistrature

QUATRE DEBATS POLITIQUES CENTRAUX

1. « Sommes nous en 1934 »? débat s'adressant aux journalistes)

(avec le MAJ et le Syndicat de la Magistrature)

3. « Guache: pause ou mobilisation populaire:

4. « Unité populaire et autogestion »

2/ DU PASSE

Parti socialiste, les 12 et 13 juin prochains

PROPOSITIONS AU PS

FAISONS TABLE RASE



Les dirigeants du Parti communiste français sont des gens préoccupés. Lisez régulièrement L'Humanité, vous verrez presque chaque jour mentionnées leurs préoccupations. L'opportunisme électoral du Parti socialiste les préoccupant mais moins toutefois que l'oubli de l'internationalisme prolétarien par l'Union Soviétique.

Préoccupations légitimes, curieusement tardives. Car, pour ne prendre que le cas de L'URSS, il y a très longtemps que ses dirigeants ne se soucient que de leurs intérêts d'Etat. sans le moindre égard pour l'internationalisme. Et il y a tout aussi longtemps que le noyau dirigeant du PCF le sait pour avoir payer sa complaisance à l'égard de la ligne de MOscou de cent échecs de la conduite des luttes en France.

On pourrait multiplier les exemples. Et parler de l'abandon par le PCF de toute lutte collective contre le nazisme, tant que, de 1939 à 1941, dura le pacte de non-agression entre Hitler et Staline. Il faudrait rappeler aussi en quels termes ignobles la presse du parti glorifia, en 1956, l'invasion de la Hongrie par les blindés soviétiques.

Les meilleurs staliniens...

Mais arrêtons-nous plutôt a des évènements qui ont plus de similitudes avec des situations que nous connaitrons peut-être demain. La fin de la guerre mondiale d'abord : en 1944, la France connait une grande mobilisation populaire. Les francs-tireurs sont armés, et, dans un grand nombre de régions, existent des comités populaires. Peut-être n'est-il pas possible d'envisager la prise du pouvoir immé-

diate. Du moins pourrait-on consolider et élargir les éléments de dualité de pouvoir, en vue de préparer une offensive révolutionnaire. Hélas! Roosevelt, Churchill et Staline se sont partagés le monde en zones d'influence à Yalta et Potsdam. La France, de même que toute l'Europe occidentale, est vouée à l'hégémonie américaine. Pour faire respecter ce accord au sommet. Maurice Thorez_entreprend de liquider tous les embryons de pouvoir populaire. « Une seule armée, un seul État. une seule police! ». proclame-t-il en janvier 1945. C'est la restauration des institutions de la classe dominante. Les communistes, pour parachever le travail, occupent quelques sièges de Pour d'ailleurs : dès que débute la guerre froide, ils sont exclus du gouvernement. C'est le mouvement des masses qui est la première victime.

Dix ans plus tard. en 1956. le Front républicain gagne les élections. Guy Mollet et les socialistes tiennent le gouvernement. Ils effectuent un voyage à Moscou où les dirigeants soviétiques espèrent les voir appuyer leurs initiatives diplomatiques. Il ne s'agit donc pas de créer de difficultés à la SFIO. Aussi, lorsque Mollet exige des pouvoirs speciaux pour tenter d'ecraser militairement la Révolution algérienne. le groupe parlementaire communiste vote en sa faveur. En d'autres termes, c'est aussi au nom du PCF que la répression colonialiste est menée. Il en résulte un dégoût et une démoralisation immenses de milliers de jeunes, de travailleurs. Comment s'étonner ensuite de la faiblesse des réactions populaires à la prise du pouvoir par De Gaulle, en 1958?

Contre-révolution bureaucratique

Rappeler le passé, sert à montrer que lorsqu'un Kanapa feint de découvrir que l'URSS actuelle n'a aucun soucis des luttes de classes mondiales, il ment délibérément. L'abandon de l'internationalisme prolétarien a commencé dès la fin des années 20. Il a correspondu très exactement à la consolidation d'une bureaucratie qui a consolidé son propore pouvoir aux dépends de la classe ouvrière. La collectivisation forcée des campagnes. les années de purges sanglantes ont été autant d'étapes de cette contre-révolution bureaucratique dont Staline était le guide suprême.

Ce n'est donc pas d'aujourd'hui non plus que l'Union soviétique est dirigée par ces fonctionnaires préoccupés seulement de croissance éconmique. tels que les dépeint Vanapa devant le comité central. Or, les responsables du PCF ont toujours refusé de s'interroger sur les origines de la dégénérescence de la première révolution socialiste de l'histoire. Pendant lontemps, ils ont cherché à nier la réalité du rapport de Krouchtchev sur les crimes de Staline. Ensuite, alors que Toggliatti, secrétaire du Parti communiste italien, émettait l'hypothèse que la bureaucratisation de l'URSS avait des causes sociales, ils se contentaient d'expliquer le tout par le culte de la personnalité. Comme si la mise en tutelle des masses soviétiques était un phénomène mineur. dû pour l'essentiel aux mauvais penchants de Staline et à un mauvais fonctionnement des organismes de direction du

Des raisons d'opportunité

par Denis Berger

Aujourd'hui, au sommet du PCF les choses ont évolué mais n'ont pas changé de nature. Déja en 1968. devant l'indignation générale, il a fallu condamner l'intervention russe en Tchécoslovaquie, de peur d'être condamné par de nombreux travailleurs. Mais ni Marchais, ni aucur de ces camarades, n'ont fait la moindre chose pour aider les opposants communistes tchécoslovaques. Tout au contraire Leurs prises de position ne relevaient de ce fait que de soucis tactiques, de raisons d'opportunité.

En 1976, ils s'inspirent des mêmes principes. La fidélité inconditionnelle à l'URSS est devenue un obstacle à leur progression en France. Elle doit donc être reléguée au magasin des accessoires. Mais on ne va pas pour autant opérer une véritable révision du. passé, comme le ferait tout militant honnête. Faisons comme si le chauvinisme de Brejnev était un phénomène récent. Abstenons-nous de poussez trop loin les débats sur la nature du stalinisme. Le moindre remous

En d'autres termes, le PCF oppose à la politique nationale de l'URSS, qui le gène, une autre politique nationale décidée à Paris. Les bureaucrates de Moscou, il les combat à coup de demimots et de manœuvres, avec les armes de bureaucrates.

Cette constatation ne diminue pas la portée de l'actuelle fronde du PCF. Elle en souligne les limites et la signification politiques.

Demain: Les raisons d'un changement

La vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du sud

LE CYNISME GISCARDIEN

- Après la centrale nucléaire, les mirages F1
- Un tollé de dénonciations

sur le plan strictement technique et moment où s'annonce un autre de ses commercial » vient de déclarer le crimes : la vente d'une licence pour gouvernement français en réponse aux la constructions d'avions « Mirage très nombreuses réactions tant F1 » à l'Afrique du Sud. nationale qu'internationales suscitées par sa décision de livrer à l'Afrique du Sud deux centrales nucléaires. Pour lui, pas de problème ; il s'agit d'une usine de production d'électricité.

Comme on le voit le cynisme n'étouffe pas nos dirigeants qui jouent sur les mots. En effet les centrales à eau légère comme celle vendue à Prétoria peuvent produire 500 kilos de plutonium, soit la masse critique nécessaire à la confection d'une centaine de bombes A. Mais ce plutonium est « SALE », donc pour la production d'une bombe H il y a besoin de le purifier. L'argumentation de Paris repose sur ce détail. Ce qu'elle omet de dire, c'est qu'à ce stade il suffira que l'Afrique du Sud décide de construire une usine de retraitement.

Pourtant la France avait refusé d'installer une centrale du même type en Corée du Sud précisément pour cette raison. Deux poids, deux mesures. Il faudrait donc que le quai d'Orsay révise ses mensonges.

. D'autant que ses complices sud-africains ne l'aident pas dans sa tâche.

« Nous pouvons enrichir l'uranium, expliquait récemment John Vorster, premier ministre, nous en avons la possibilité et nous n'avons pas signé le traité de nonprolifération ». L'exposé d'une force nucléaire autonome est clair d'autant que Prétoria en consacrant 40 % de son budget aux dépenses militaires et de concert avec l'Iran et Israël entend s'en donner les moyens.

Dans les autres pays concernés par le « super-contrat », l'amertune est à son comble et les réactions politiques arrivent en vagues. Les gouvernements de RFA et des Pays-Bas sont pris a partie par la presse conservatrice pour avoir laissé passer un tel marché. En Allemagne les journaux des milieux d'affaires attribuent cet échec au « refroidissement » des relations entre les deux pays. Quant gouvernement de coalition néerlandais à direction socialiste il est accusé tour à tour de lâcheté, « d'impuissance » et l'opposition libérale demande carrément sa démission

Pour ce qui est des réactions Afrique tout laisse à penser que le choix de Paris va déchaîner un « orage de protestation » des pays africains. En tout état de cause cette décision illustre une fois de plus, si besoin en était, la nature de la coopération défendue par la bourgeoisie française.

Sans revenir sur le lourd passif que les gouvernements français ont dans le renforcement du potentiel militaire sud-africain, on ne peut comprendre ce choix si on ne le perçoit pas dans la lignée d'une collaboration vieille de seize ans et qui ne s'est jamais démentie;

C'est un choix limpide d'un régime qui systématiquement soutient les dictatures les plus barbares contre la volonté des peuples, que ce soit au Brésil, en Iran ou au pays de l'esclavage. Un régime qui parle de débat purement « technique » au

« Il convient de replacer le débat sujet de cette centrale au même

Franck TENAILLE

LES REACTIONS EN FRANCE

Le comité anti-outspan (46, rue de Vaugirard Tel 331 98 92), qui mène une campagne contre le régime d'apartheid, dénonce la longue coopération entre la France et l'Afrique du sud. Il rappelle que les groupes CGE, CIT, Alcatelo, Telspace, Cogreah, Cogelex, etc... travaillent depuis longtemps pour l'Afrique du sud en fournissant un système de communications, des transformateurs, des turbos-alternateurs. La CGE et Alsthom sont, par ailleurs, membres cotisants du Comité France-Afrique du sud depuis 1948, date de l'arrivée du Parti nationaliste au pouvoir. Le CAO souligne en outre le contexte global de cette affaire. Ainsi du 6 au 10 septembre 1976 l'office du tourisme sud-africain envisage de réunir plus de 300 délégués pour débattre de la promotion du tourisme sud-africain en Europe. Initiative prévue à Deauville sous la présidence de d'Ornano et de Médecin.

Protestation véhémente, également de la délégation européenne de la SWAPO (mouvement de libération de la Namibie) qui souligne qu'en prenant cette décision la France s'est placé résolument du côté des ennemis de

La fédération protestante de France tout comme le MRAP souligne, pour sa part, comment la France fait fi de déclarations des nations unies.

Le PSU a aussi longuemer dénoncé, lors de sa direction politique nationale ce crime contre les peuples d'Afrique. Déjà engagé au sein de la campagne anti-outspan et du collectif des 26 organisations contre l'Apartheid, il prendra toutes les dispositions en vue d'organiser une riposte unitaire.

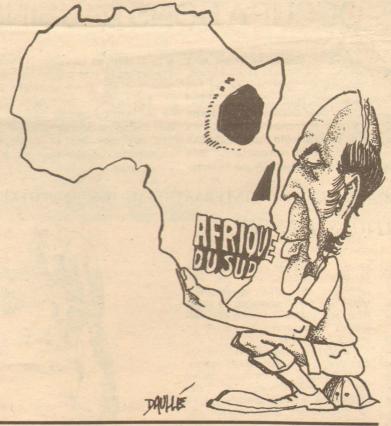
Communiqué de la LCR

La vente par le gouvernement Giscard d'une centrale nucléaire à l'Afrique du sud donne au régime raciste de Prétoria la possibilité de fabrication d'armes nucléaires. Une fois de plus en ne lésinant pas son soutien au régime de Vorster le Giscard montre de quelle nature est son « libéralisme ».

Cette décision, si elle ne nous étonne pas de la part d'une bourgeoisie qui de longue date collabore avec l'apartheid (livraison d'armes, entrainements de spécialistes, etc), n'en constitue pas moins une grave menace pour les peuples d'Afrique. Elle constitue un saut qualitatif d'une extrême gravité dans la volonté de faire de l'Afrique du sud le gendarme du continent africain. Elle signifie face à l'isolement croissant régimes minoritaires blancs d'Afrique australe, la volonté de l'impérialisme de se maintenir à n'importe quel prix.

En ce sens les responsabilités du mouvement ouvrier français n'en sont que plus importantes. C'est pourquoi LCR appelle l'ensemble des travailleurs et notamment ceux des firmes concernées par ce projet à s'y opposer. La LCR prend tous les contacts en vue d'organiser une riposte unitaire contre cette scandaleuse décision.

Paris, le 30 mai 1976



ARGOUSINS DE LA CORSE CORRECTIONNELLE

dirigeants des entreprises de dicat production vinicoles corses passent représenté par Mº Filippi. en procès devant la le chambre correctionnelle, pour banqueroute et faillite frauduleuse. La dizaine d'inculpés dont le pied noir H. Depeille, propriétaire de la cave occupée les 21 et 22 août 75 par Edmond Siméoni et des viticulteurs en colère, , ne représentent pas moins de six' sociétés vinicoles soit 50% de la production de vin de la Corse, évaluée à 2400 milles hectolitres par an. Autre figure notable, Wormser qui totalise, en con-damnations diverses 137 mois de prison, entre 1941 et 1961, pour des escroqueries, émission de chèques provision, faillites banqueroutes frauduleuses.

En 1974-75, toutes ces sociétés où tous les inculpés occupent divers postes, se signeront des séries de traites, faisant valser les comptabilités en un immense carambouillage. Le bilan total des passifs la première journée d'audience se chiffrent au moins à 93 millions de nouveaux francs, dont d'ores et déjà les syndics disent que 5 milliards d'anciens francs ne seront pas remboursés.

Actuellement sur les 10 inet à la recherche d'un travail.

Depeille Henri dont la comptabilité a brulé dans la charge d'Aléria contre sa cave occupée était le PDG de la Sovinvor. Avec d'autres rapatroés d'Algérie, MM Infantès, Juncqua, Siegel et les frères Cuaz, il va s'affilier au spécialiste de la banqueroute, Wormser, qui depuis 1960 se sert de sa femme pour gérer ses sociétés à cause de ses condamnations. A la barre, Depeille déclare : « Je suis comme tous les viticulteurs corses endettés jusqu'au cou, nous sommes dans une impasse, il y a un problème de la viticulture, je ne suis pas un cas particulier. »

Ce qui n'empêche pas que l'ensemble de ces sociétés doit au bas mot 500 millions d'AF à 350 petits viticulteurs et 1 milliard d'AF à la

Pendant que les autonomistes Société Mattei CAP dont le PDG corses s'expliquent devant la Cour Borgetti s'est constitué partie de sureté de l'Etat, les principaux civile, ainsi d'ailleurs que le syn-CGT de cette société,

Le « Trust » ne doit aux banques que 1 milliard et demi d'AF. Et le docteur Siméoni devait dire au cours de son propre procès qu'elles avaient tout fait pour étouffer le scandale et empêcher les faillites, qui auraient du permettre de partager les immenses domaines des rapatriés au bénéfice des jeunes agriculteurs corses. Ceux-ci sont d'ailleurs exclus des débats qui pour l'instant restent au simple domaine des carambouillages en série. Et le Président Guth, qui préside la Ile chambre correctionnelle du tribunal de Paris est là pour ramener à l'ordre toute tentative d'incartade. Peut-être que la réalité de la misère des agriculteurs paraitra-t-elle à travers la plaidoirie de Me Filippi pour la CGT Mattei, attendue pour le 8 ou le 9 juin. Un procès qui en attendant veut s'installer dans un débat d'experts et de juristes, mais sur lequel plane en permanence l'ombre d'Aléria. Il permet en tout cas de voir dans quel laisser aller traine la viticulture corse, qui pour beaucoup était un nouvel Eldorado. La culpés, 8 se déclarent sans emploi rébellion des viticulteurs n'en parait que plus normale. Il faut peut-être rechercher les fondements réels du drame d'Aléria et du passage des autonomistes corses en Cour de sûreté de l'Etat dans le passif des bilans, mis au grand jour devant le tribunal correctionnel. Le sérieux des grands argousins de la Corse se résume peut-être à cette déclaration de Mme Wormser, PDG de la Sté Vinicole Evita : « Je ne connais rien aux affaires, je servais de prêtenom à mon mari ; je me contente d'élever mes enfants à Concarneau en Bretagne. Je ne sais pas quel poste i'occupais entre 1960 et 1970 dans les sociétés de mon mari.» Elle ne devait pas savoir non

plus combien elle devait aux agriculteurs corses.

Jean Gilbert du CAP.

notes politiques

SOUTIEN AUX INCULPES **ANTI-FASCISTES**

Les étudiants grévistes de la faculté de Nanterre ont voté en assemblée générale une motion demandant libération immédiate » de Pascal Colomb et de Michel Roux condamnés respectivement à deux ans et à 18 mois de prison après l'attaque d'un groupe fasciste sur la faculté de Jusssieu.

Les étudiants réclament aussi la libération de Jean-Jacques Lahyani et de Serge Mazoué condamnés, pour des faits similaires, quelques temps auparavant.

POUR LA LIBERATION DE SERGE ET JEAN-JACQUES LES DEUX ANTI-FASCISTES **EMPRISONNES**

la 14º section du PSU a voté l'unanimité une motion réclamant la dissolution des groupes fascistes et la libération immédiate de Serge Mazoué et de Jean-Jacques Lahyani. La 14º section du PSU, après avoir rappelé l'agression dont furent victimes plusieurs de ses militants le 30 mai dernier à Montparnasse s'étonne que les nervis du GUD, de l'UNI du GAJ ou de la CFT ne soient jamais inquiétés par la police alors que les militants antifascistes sont lourdement condamnés pour s'être défendus.

La section syndicale SNESup FEN de l'université Paris IX Dauphine (Lettres et sciences) a appris avec indignation la condamnation de Jean-Jacques Lahyani et Serge Mazoué. Pendant ce temps les nervis fascistes agressent quotidiennement les militants ouvriers étudiants et enseignants sans jamais être inquiétés. Nous demandons la liberté pour les deux militants antifascistes et la révision du

L'AG des enseignants vacataires de l'université Paris IX Dauphine, tout en rappelant l'agression fasciste d'il y a quelques semaines, précise que le nervi d'extrême-droite pris sur le fait n'a été condamné qu'à quatre mois avec sursis, ces verdicts scandaleux confirmant la volonté du pouvoir de laisser ces bandes fascistes agir en toute impunité. » En conséquence, l'AG des enseignants vacataires de Paris IX exige la libération immédiate des militants antifascistes et que soit casse le proces.

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL 141296,60	
Un soutien critique 200,00 G. H. Orléans 100,00 P.R. Orléans 200,00 Diffuseurs Dijon 115,00 Diffuseurs Dôle 14,00	
P.B. Courbevoie 100,00	
Sympahtisant Metz 150,00	
1 copain PTT Tours 100,00 Diffuseurs Tours 250,00	
Cheminot Paris Nord 50,00	
Groupe Taupe Rouge	
Limoges 50,00	
Groupe taupe Mutuelle 100,00	

NOUVEAU TOTAL 142725,60

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

document

DES « EXPERTS CONSEILS » DU PATRONAT CONTRE LES OCCUPATIONS D'USINES

Face à la volonté patronale de faire payer la crise aux choisi par les ouvriers. C'est ce qui s'est passé à la CIP, où les travailleurs, les occupations d'usine se sont multipliées. Remise en cause du pouvoir patronal, moyen pour les travailleurs de mieux se connaître, de rompre la division savamment entretenue par le patronat, de « découvrir » comme à Lip un certain nombre de documents patronaux accablants sur la gestion de ceux-ci. Sans parler du contrôle sur les stocks tel qu'il s'est établi à Idéal-Standard, de la surveillance des machines, de la remise en route de la production au rythme

travailleurs ont arrêté les chaines et imposé des cadences permettant de vivre autrement.

Toute cette dimension subversive des occupations d'usine, le patronat l'a bien perçue. Témoin le texte publié ci-dessous qui s'inspire des conclusions d'un bureau « d'experts conseils » sur les mesures préventives à prendre pour éviter les occupations. Le cynisme qui s'y trouve affiché se passe de com-

BULLETIN D'INFORMATION DE L'OFFICE INTERNATIONAL DES EMPLOYEURS (mars 1976)

LES OCCUPATIONS D'USINE

Etant donné que les occupations d'usines deviennent une forme toujours plus fréquente de contestation des travailleurs, les entreprises commencent à développer des stratégies de défense. Un rapport publié récemmment par une filiale britannique d'un bureau d'experts conseils français portant sur une enquête effectuée auprès de 35 grandes entreprises révèle que, si aucune d'entre elles n'avait été encore confrontée à une occupation, la moitié disposaient d'un plan stratégique pour une telle éventualité. Parmi les actions préventives recommandées dans le rapport figurent notamment :

Paralyser l'activité des occupants

• Sonder régulièrement les intemvs des travailleurs en surveillant les communications dans les circulaires syndicales et les réunions des ouvriers.

• Contrôler la sécurité des dépôts, dossiers, archives, documents concernant le marketing et la situation financière, carnets de commandes, caisses, carnets de chèques, actes notariés, baux, etc.

 Vérifier la syndicalisation du personnel de sécurité et des employés possédant les clés des bâtiments principaux et des installations les plus importantes, telles que les ordinateurs, le standard, etc. Veiller à ce que ces personnes ne puissent pas venir en aide aux occupants.

 Mettre à couvert, toutes les clés des portails, bureaux et coffres.

 Assigner à certains cadres responsabilités et obligations précises dans le cas où ils trouveraient leurs bureaux oc-

 Prévoir des bureaux de rechange dans le voisinage.

• Envisager de contracter une assurance pour des dégats ou des accidents causés par une occupation d'usine et d'utiliser les services de sécurité.

• Identifier les circuits électriques et de téléphone pour les couper, le cas échéant, paralysant ainsi l'activité des occupants.

Compréhension et loyauté

Outre les mesures préventives, le ravv analyse également les plans d'action dans le cas même d'une occupation. Ceux-ci contiennent en

• Engager des services de

sécurité pour protéger contre le vol. Insister pour que tous les véhicules qui entrent et quittent l'usine soient fouillés.

 Informer tous les fournisseurs en annulant toutes les livraisons jusqu'à nouvel avis. • Assurer l'entretien des in-

stallations afin d'éviter des dégats permanents. En général, les occupants qui ont un intérêt dans leur travail collaborent dans ce domaine.

• Diffuser des communiqués de presse et d'autres informations aux responsables syndicaux, à la police, aux associations patronales, clients fournisseurs, compétentes, ainsi qu'aux mass-

 Envoyer des communications aux travailleurs occupants l'usine déclinant toute sécresponsabilité pour leur sécurité, santé et approvisionnnement.

• Garder le contact avec les travailleurs qui ne participent pas à l'occupation, solliciter compréhension et loyauté et souligner les effets néfastes d'une occupation prolongée pour l'entreprise et par voie de conséquence, pour leur place de travail

Oie: 28 chemin de Joinville, Case postale 68, CH 1216 Cointrin / Genève





Ordre du jour :

• 13 h: rapport: les réformistes aux portes du pouvoir et les tâches des révolutionnaires.

commissions terprofessionnelles sur le rapport (débouché politique aux luttes, le contrôle ouvrier)

• 19 h : repas

• 21 h: discussion sur la conception de Rouge quotidien

DIMANCHE

• 9 h 30 : la crise révolutionnaire : front unique, double pouvoir, comités ouvriers • Midi : repas

• 14 h 30 : les révolutionnaires et les syndicats

• 16 h: commissions par branche sur l'intervention syndicale. 19 h: repas

• 21 h: animation (films, etc.)

LUNDI

• 9 h 30: commissions

5, 6, 7 JUIN **CONFERENCE DES** GROUPES TAUPES DE LA REGION **PARISIENNE**

> l'intervention syndicale, femmes travailleuses, armée et syndicats, les chômeurs, l'Ecole, classifications et grille unique, nationalisation sous contrôle ouvrier, cadres, immigrés.

• Midi: repas

• 14 h 30: carrefours ternationaux: Chine, Espagne, Portugal, Italie, Pays de l'Est.

• 17 h 30 : Fin

Plusieurs textes ont été sortis pour la préparation de cette conférence. Ils portent sur : le mot d'ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier.

comment vider Giscard, que faire une fois que le PC et le PS seront au gouvernement?

- La tendance syndicale - L'organisation des chômeurs

—Le front unique

- L'extrême-gauche et les syn-

Ils sont disponibles au local de la LCR, 10 impasse Guéménée, Paris 4e. Ou auprès des militants.

Meeting contre la répression dans les écoles d'infirmières

« Les yeux brillants et fixes au passage de la directrice »

et fixes au passage de la directrice », un élève infirmier de Garches est convoqué chez le psychiatre... 26 élèves se voient, eux, traduits devant le conseil technique... voilà comment la « pédagogie » à la sauce Ponia est appliquée par les responsables de ... la Santé publique, dans les écoles d'élèves infirmières.

Depuis le 5 mai en effet, l'école de Garches est en lutte pour la liberté d'expression, d'affichage et de réunion, la suppression des sanctions et de toutes formes de répression et l'obtention d'un statut de travailleurs en formation. Par deux fois déjà (le 21 et 22 mai) les forces de l'ordre sont intervenues violemment, prétextant la séquestration et les menaces de mort envers la direction... Au moment où des grèves massives touchent plusieurs écoles de province (comme Nantes), se coordonnent (comme dans l'Ouest) et cherchent à se centraliser face au ministère, notre chère madame Veil a

Pour avoir eu « les yeux brillants bien senti qu'il fallait donner un exemple et écraser rapidement toute velléité de révolte. Car, il faut bien dire que la réalité quotidienne d'une école c'est la répression quotidienne, insidieuse et très oppressante : pointage, surveillance, interros, sanctions diverses, etc., et contre cela les élèves s'organisent aujourd'hui et ce n'est ni la prime Veil sur les 250 F, ni sa circulaire sur les 700 F aux élèves qui les feront renoncer à leurs revendications (ainsi, les élèves de Garches demandent le SMIC).

Correspondant

Le jour même où 26 élèves passent en conseil technique, à Paris un meeting se déroulera mercredi 3 juin à 18 h à la Bourse du Travail sur la répression dans les écoles, à l'appel des élèves en lutte de Garches, du syndicat CFDT et de la coordination des élèves.



 Sonacotra Bagnolet négociera pas seul!

Voilà en effet la conclusion de l'assemblée générale qui s'est tenue vendredi dernier au foyer de Bagnolet à la suite de divergences qui étaient apparues au sein du comité de résidents.

En effet, après le succès des manifestations de Barbès et du 1º Mai, la perspective des paiements à l'huissier, et la répression ont de fait contribuer au découragement de certains délégués et donc les ont amenés à faire la proposition de négocier au niveau de Bagnolet. Des interventions de camarades de la coordination ont insisté sur l'impact de la lutte et les premières victoires remportées sur la direction, montrant par là-même qu'un tel rapport de force, une telle unité n'ont pu être obtenus que grâce à la coordination elle-même. Un camarade recherché par la police expliqua la nécessité de maintenir la coordination même après la victoire afin de contrôler l'application de la plateforme.

Après débat, il a donc été décidé que Bagnolet ne quitterait pas la coordination.

La prochaine initiative fixée par la coordination aura lieu le 11 juin à 18 H 30

au siège de la Sonacotra. La lutte continue Correspondant Quinze jours de mise à pied renouvelables: hier l'hôpital psychiatrique Thuir, première journée de réunion du conseil de discipline

pour juger 21 syndicalistes plusieurs responsables syndicaux. Après plusieurs heures, un premier verdict est trombé : le responsable CFDT a eu 15 jours de mise à pied

renouvelable chaque mois. Correspondant

· Antilles : le conflit du bâti-

Le conflit du bâtiment n'est pas résolu dans les deux départements des Antilles. Guadeloupe une grève de 24h aura lieu mardi et des assemblées générales sont prévues pour décider des formes d'action à adopter. Les revendications portent sur les augmentations des salaires. En Martinique, le mouvement de grève qui s'était interrompu à la suite des accords du 17 mai pourrait reprendre mercredi prochain.

(AFP)

La dixième chambre correctionnelle de Paris a rendu son jugement dans l'affaire des militantes qui avaient soutenu les grévistes d'INNO-Montparnasse. Les deux femmes sont relaxées du chef d'outrage à agent, du fait « de la confusion de la foule hostile aux forces de l'ordre »! Ceci représente incontestablement un succès pour tous ceux qui s'étaient mobilisés afin d'assurer leur défense. Suprême mesquinerie, Marie est comdamnée à 300 F d'amende pour la gifle donnée à un « civil ».

· Dimanche matin, la police a évacué les « Blanchisseries de Grenelles » occupées depuis le 23 avril.

MINEURS DU NORD PAS DE CALAIS

LA GREVE S'EST POURSUIVIE DANS TROIS PUITS

La fosse 5 de Sallaumines (photo Boum)

La journée d'hier était décisive pour les mineurs du bassin houiller du Nord. Il s'agissait de déterminer la poursuite de l'action engagés sur la base de la grève de 48 heures démarrée vendredi et samedi à l'appel de la CGT pour riposter au lock-out de la direction et pour avancer les revendications des mineurs.

La participation très massive permettait d'espérer mieux que deux journées coincées entre deux jours fériés. Mais, chacun savait que le cap du dimanche serait difficile à franchir. D'autant que les perspectives ne s'annonçaient pas clairement. Le mouvement avait commencé en riposte à une attaque de la direction. Les revendications ne manquaient pas: 5 points de salaire en plus, prime de rattrapage de 250 à 300 francs, augmentation des primes de rendement, amélioration des conditions de travail, garantie de l'emploi pour les mineurs immigrés.

Quelques points forts.

Mais tout cela constituait plus un catalogue qu'une plate-forme de lutte. De plus, les consignes d'action, pour aller au delà de la riposte, ont manqué. La CGT organisait lundi une consultation sans proposer de perspectives pour la poursuite de la lutte et poussait à la reprise. La proposition de la CFDT de poursuivre l'action vers une grève générale illimitée avait peu de chances de s'imposer, vu son faible poids.

Une certains confusion règnait hier matin sur le carreau des mines, où la tenue des assemblées générales a revêtu des formes diverses. Etant donné l'absence de perspectives, les débats ont été souvent maigres et la reprise du travail acceptée dans l'amertume, souvent sans même un vote. Certains points forts sont cependant apparus, décidés à continuer la lutte. Il s'agit en particulier des puits qui, lock-outés, s'étaient mobilisés les premiers: Courrières,



Sallaumines, l'Escartelle.

A la fosse 9, à l'Escartelle, située près de Douai, ce matin, tout le monde se trouvait à l'assemblée. La détermination n'a pas faibli, on compte 77% du personnel en grève. Les hésitants se rallient à la proposition de la majorité: on ne va pas travailler alors que les copains sont au piquet. Ici la grève s'est déjà installée: un piquet léger et la plupart des mineurs qui passent à la prise des équipes pour s'informer.

On a bien assez à faire

Mais la question se pose rapidement de la poursuite du mouvement dans les autres puits. Les informations sont rares mais on sait déjà que la majorité d'entre eux ont repris. Aller aux nouvelles, se déplacer dans les autres puits pour convaincre? « Pour l'instant, notre problème c'est la grève ici. On a bien assez à faire »,

répond le délégué CGT. Il se rendra en fin d'après-midi à la permanence syndicale pour faire le point. C'est là, en fait, le seul moyen de centraliser l'action.

Il faudra attendre aujourd'hui, à la prise des équipes pour savoir où on en est. Pour l'instant, tout le monde est déterminé, sans trop se poser de questions. La fosse 9 est en pointe mais l'isolement n'est pas loin : « on espère que les autres puits reviendront sur leur décision » explique le délégué.

A la fosse 5, les gars expliquent « demain il faut renforcer les piquets, il faut aller chercher les travailleurs marocains... On va faire le piquet avec nos femmes !...

S. Lopez

25 OUVRIERS DE REDON INCULPES SUR LA BASE DE PHOTOS

Reconnus ou plutôt choisis au hasard sur des photographies prises par les flics, 25 travailleurs de différentes usines du pays de Redon, ont été inculpés. C'est lors des nombreuses manifestations contre les licenciements prévus chez Garnier l'an dernier que les photos ont été prises.

Une fois de plus c'est la loi « anticasseur » qui va s'appliquer contre ces 25 ouvriers, pris pour otages. Ils passent en jugement le Mercredi 2 juin à 14 H au Palais de Justice de Rennes. Le comité de soutien appelle en conséquence à un rassemblement à partir de 13 H devant le Palais.

des luttes

COMMUNIQUE DE L'INTERSYNDICALE DE L'IN-SERM

L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (IN-SERM) regroupe 150 personnes à Marseille (personnels statutaires et hors-statuts) répartis dans divers laboratoires.

A l'occasion de la visite privée de Monsieur C.Burg, Directeur Général de l'INSERM et de Monsieur A.Berkaloff, Directeur scientifique du CNRS à une unité de recherche marseillaise, les travailleurs de la Recherche Scientifique et Médicale ont manifesté leur mécontentement par un rassemblement à l'entrée de ce laboratoire.

Au cours d'une Assemblée Générale des personnels réunis à la demande de l'Intersyndicale, Monsieur Burg a exposé la politique générale de l'INSERM et les orientations scientifiques de cet organisme

Les personnels ont noté dans les propos de Monsieur Burg que cette orientation a été définie par une commission du 7º plan à laquelle ne participait aucun membre de l'INSERM. Les priorités retenues le sont à court terme alors que toute recherche demande des efforts de longue durée. Ces priorités sont choisies non pas en fonction des besoins réels de la population mais en fonction des retombées économiques et de l'image de marque de la Recherche française. Ainsi le cancer et la recherche en cardiologie, naguère prioritaires ne sont même plus cités. De même, un organisme d'études épidémiologiques (la DRMS) est en voie de démantèlement, Les personnels de la Recherche s'inquiètent de cette inconstance des choix gouvernementaux. Plus de 50% des budgets de fonctionnement sont basés sur des contrats à court terme, ainsi, telle équipe de recherche travaillant sur un sujet à la mode peut se retrouver sur un changement de priorité, dans l'impossibilité de poursuivre ses recherches. Cette situation est aggravée par une diminution des crédits de fonctionnement alloués : 8,5% d'augmentation en 1976 pour une inflation de 15%

Ces problèmes de politique et d'orientation sont assortis de difficultés grandissantes pour les personnels. Comme partout ailleurs dans la Fonction Publique, se pose le problème grave des horsstatuts (20% de l'ensemble des personnels de l'INSERM), en outre, faute d'un nombre suffisant de créations de postes, on constate un blocage général des carrières des personnels

blocage général des carrières des personnels. Parmi d'autres problèmes abordés, les personnels ont également souligné qu'il n'existait toujours pas de Commission d'Hygiène et de sécurité à l'INSERM, organisme qui doit être au service de la sante de la population.

> L'Intersyndicale de l'INSERM SNTRS-CGT SGEN-CFDT SNCS-FEN

MIDI VITICOLE

LE VIN EST TIRE

Lundi, Albert Teisseyre a été entendu une fois de plus par le juge d'instruction de Narbonne chargé de l'enquête sur la fusillade de Montredon. L'état de Teisseyre empire ; il étouffe en prison, ne s'alimente plus et souffre d'une phlébite qui pourrait nécessiter une intervention chirurgicale. Teisseyre est le symbole de la hargne du pouvoir contre les viticulteurs qui se refusent à crever.

Les cuves sont pleines

Jamais, la situation n'a été aussi catastrophique pour les vignerons. Les vestes de vin des producteurs (les sortie de chais) sont inférieures de 2,3 millions d'hectolitres à celles de l'an dernier alors que la récolte 75 a été nettement inférieure (15 %) à celle de 1974. De plus, le prix de 10,50 F le degré-hecto, qui n'équilibre même pas les charges de production, n'est pas atteint pour les vins rouges de 10 degrés. A titre de comparaison, en 1950, le dégréhecto équivalait à 45 fois le prix d'un quotidien; aujourd'hui, il n'en fait plus que 8.

Et pendant ce temps, les importations de vin italiens rentrent au rythme de 500 000 hectos par mois, elles ont même atteint un million. En 6 mois, c'est 5,6 millions d'hectos qui ont été importés. L'office du vin estime qu'il y aura un stock de 26 millions d'hectos à la veille des vendanges 76 ce qui correspond exactement à la récolte 75 des quatre départements du Languedoc-Roussillon.Face à cette situation, l'office du vin - gadjet du pouvoir créé pour piéger les viticulteurs, révèle qu'il n'a aucun pouvoir.

L'office bidon démasqué.

Une fois de plus, la seule solution semble être la distilation. Mais même cela, c'est aujourd'hui refusé par le marché commun. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture a déclaré tout net : « à Bruxelles on a satisfait à notre demande visant les vins blancs du Sud-Ouest à condition que nous ne procédions à aucune distillation supplémentaires à l'échelon national »; il ne restera aux vignerons qu'a distiller à l'automne, au prix de 70 centimes le litre. Et Bonnet de rajouter : « Pas question de toute façon d'interdire les importations. Si nous fermions nos frontières aux vins italiens, nous

subirions un contre-coup très violent dans d'autres secteurs tout aussi importants et intéressants que celui du vin ». C'est clair, non ?

Il s'agit de jouer les viticulteurs bordelais contre ceux du langedoc et surtout tout faire pour les gros du négoce, les betteraviers, les céréaliers et les patrons de l'industrie.

L'office du vin révèle sa profonde duperie. Il n'a aucun pouvoir de contrôle, ni sur les prix, ni sur les distillations. Et de plus, aujourd'hui on importe aussi des vins de régions non méridionnales, vins dégueulasses remontés par sucrage et chimie.

Correspondant Montpellier.

Le scandale de la pomme de terre

La pomme de terre « courante » a son prix fixé par le Ministère des Finances ; il varie en fonction du département, autour de If. Les grossistes ont décidé que ce prix est trop faible et depuis plusieurs mois ils ont simplement bloqué les livraisons. Résultat : les pommes de terre ont pratiquement disparu des marchés à part celles qui sont considérées comme de « luxe » et donc non règlementées : « pommes de terre nouvelles à 4 f ou Rosenval à 5 f ». Ceux qui ne peuvent se passer complètement de ce légume, doivent ainsi payer beaucoup plus cher.

Les Paysans-travailleurs ont dénoncé ce procédé d'« affameur » en expliquant que les producteurs n'avaient jamais cessé de produire, et pour le montrer ils ont à plusieurs reprises effectué des ventes sauvages au prix de revient, qui ont obtenu un succès considérable.

Aujourd'hui sur certains marchés, cette idée a été reprise par la vente de pommes de terre courantes de type Bintje à un prix illégal (2,20 f dimanche dernier) mais qui reste très avantageux par rapport aux produits de luxe

Mais déjà les pommes de terre nouvelles envahissent le marché, source de profit pour tous les intermédiaires.

Devant toutes ces tracasseries, pourquoi ne pas acheter de la purée de pomme de terre en poudre « machin » ou les croquettes « Truc »? Voilà donc la logique d'un système qui fait qu'en certains pays d'amérique latine producteur de café on ne trouve plus que du café soluble en poudre...

femmes

SIX MILITANTES DU MLAC DEVANT LE JUGE

Mercredi 2 juin, les six militantes d'Aix, inculpées pour avoir avorté une mineure, sont convoquées par le juge. Le MLAC appelle à un rassemblement à 14 H devant le palais de justice. Il y aura un gouter spectacle, avec le groupe théâtral Blaguebolles. Dans un tract les inculpées rappellent que le MLAC a pratiqué, en trois ans près de 700 avortements par la méthode Karman, toujours en équipes et dans de bonnes conditions. Le MLAC a également publié une brochure d'information sur la contraception.

Contraception, avortement, grossesse, sexualité, sont l'affaire des femmes, il n'appartient pas aux médecins de prendre les décisions à leur place. Venez nombreu(x)ses au rassemblement, si vous êtes trop loin, vous pouvez apporter votre soutien en écrivant au juge Girousse, palais de justice d'Aix, votre solidarité aux inculpées, en envoyant du fric sur le compte de Madame Eugénie Plumat, 2831-26432 M, crédit lyonnais, Aix.

école

Le congrès de l'UNEF

QUELQUES DISSONNANCES

remises en cause. Six cent délégués dressés comme un seul homme, applaudissant debout le président et le secrétaire général sortant, et scandant sur le rythme de «ce n'est qu'un début, continuons le combat », Union Nationale des Etudiants de France. Un bilan enthousiaste, une auto-satisfaction parfois complaisante, l'histoire refaite et l'UNEF dirigeant la grève étudiante pour la mener à la victoire.. Que ramener d'autre du 63° congrès de l'UNEF qui s'est terminée à Toulouse le 30 mai ?

Pourtant... que la note dominante renvoie cette tonalité c'est indiscutable. Mais quelques débats fugitifs, quelques évolutions sans grandes conséquences immédiates, constituent le véritable intérêt de ce congrès. Au cœur d'un opéra sans passion, elles ont certes leurs limites. Qui sont celles qu'impose une conception pour le moins étriquée de la démocratie : une direction pouvant à tout moment intervenir dans les débats, couper la parole, mettre son poids dans la balance; des amendements jamais explicitement contradictoires avec le texte originel, et présentés après un « consensus » en commissions; une commission des candidatures proposant un bureau national au complet, fin prêt, sans plus de candidat qu'il n'y a place à pourvoir. Mais au-delà de ces obstacles ?

Le monolithisme d'abord. En arrivant, l'on pourrait croire que la première age suffit. Un grand amphithéâtre un peu guindé, décoré par respect de la tradition : plantes vertes plutôt « rétro » sur les côtés de la tribune, un imposant bureau de congrès siègeant sur deux rangs, des banderoles vertes violettes jamais rouges Rene Maurice, au milieu, ayant tombé le caban breton et le pull marin pour une ne faut pas s'arrêter là. C'est semble-til la première fois qu'à l'UNEF rénovée le texte d'une résolution finale de Congrès est élaboré pour près d'un tiers pendant le congrès lui-même. qués par la « soirée internationale » où la représentante tchécoslovaque fit l'éloge du PC normalisé de ce pays. Significatives également ces interventions des premiers jours où le formation et de coordination dans le souligner. syndicat », « le peu de combativité lors

délégué toulonnais déclarant qu'il fallait « être plus mobilisé lors des coordinations, plus explicatifs sur la question des négociations ».

Certes, l'activité des étudiants du CERES qui militent à l'UNEF n'est pas étrangère à ces petits incidents. Pas étrangère non plus à certaines modifications de la résolution finale. Ce n'est plus « à l'appel de l'UNEF » que la riposte à la réforme s'est engagée, mais « à la suite de sa campagne d'explication ». Un amendement adopté affirme que la formation universitaire illustre « la volonté de faire accepter la société actuelle ». Un autre précise que l'UNEF est « une composante à part entière du mouvement syndical aux côtés des organisations ouvrières ». Mais cette tendance non déclarée est très minoritaire, ne représentant pas plus de 60 délégués au congrès. C'est donc surtout l'influence de la grève, l'écho de ses apprentissages collectifs, les conséquences de la présence de l'UNEF en son sein dans la première phase tout au moins, qui expliquent certaines dissonances. Les militants n'en sont pas tous sortis inchangés, d'autant plus quand l'on sait que la moitié des délégués au congrès ont adhéré cette année. Ce sont les débats la grève qui parlent quand quelqu'un propose l'allocation d'études pour tous » à la place de la formulation habituelle « sur critères sociaux et universitaires ». Et aussi quand la commission des résolutions propose d'inclure le « contrôle des étudiants sur la vie universitaire » et s'oppose au bureau national animé par l'UEC qui préfère la « participation ».

Bien peu de choses. Toute réfé rence à une critique de la fonction idéologique de l'université a été cravate et un sage complet bleu. Or. il rejetée. Toute intervention autonome des étudiants sur leur formation refusée. René Maurice a osé dire qu'on « ne pouvait pas mettre sur le même plan enseignants et enseignés ». Les valeurs universitaires sont restées Significatifs aussi les remous provo- sauves. La vision corporatiste, refusant de prendre en compte la dimension politique de la radicalisation étudiante. hors d'une référence à l'université « démocratique », domine toujours. Bref, le projet même du « syndicat « triomphalisme » fut critiqué. Tel revendicatif » interdit à ces dissonances délégué lillois regrettant le « peu d'in- de s'épanouir. Il fallait pourtant les

J. Krasny

ON S'EXCUSE

On s'en sort pas avec la place. Alors on publiera le jeudi 3 juin, dans une page Ecole, l'article qui clot la série sur la grève étudiante : « Qu'ont-ils faits des examens? "

armée

au 1er Spahis de Spire (RFA)

REAPPARITION DES COMITES DE SOLDATS

Les journées portes ouvertes organisées ce dernier week-end au 1er Régiment de Spahis de Spire (RFA) ont été marquées par la première réapparition vraiment spectaculaire des comités de soldats de cette garnison depuis la grande vague de répression

Le 13º numéro du bulletin Spirate Rouge élaboré conjointement par les comités du 1er Spahis et du 10º régiment de Génie a été diffusé massivement, ainsi qu'une lettre spécifique aux familles. Malgré une forte présence de la SM et de la police civile, l'ensemble de ce matériel a pu être distribué sans incident vraiment notable, en partie grâce au concours de camarades civils

Si les comités de Spire ont, surtout en ce qui concerne le 10°RG, une longue tradition d'intervention, la parution du dernier numéro de Spirate Rouge, essentiellement centré sur le 1er Spahis, marque un ton nouveau par rapport aux bulletins antérieurs.

Tout en critiquant très vigoureusement les conditions de déroulement du service militaire, le type de mission confié au régiment (retenir coûte que coûte pendant trois jours un ennemi venu de l'Est, quitte à ne revenir qu'avec 3 % des effectifs!), les camarades insistent plus particulièrement sur des mots d'ordre de démocratisation de la vie régimentaire. « Nous voulons le dialogue, nous voulons participer aux prises de décision ». Certaines revendications avancées sont en retrait notable par rapport à celles que retiennent la plupart des comités. Ainsi c'est une augmentation substancielle de la solde qui est demandée à Spire, et non une solde égale au SMIC La prudence de certaines revendications, juxtaposée à la vigueur de certaines dénonciations manifeste donc assez clairement l'hétérogénéité du

comité, qui s'exprime dans des formules alambiquées du genre : « Nous voulons le dialogue, sérieux, honnête. Les commissions de soldats ne sont qu'un mensonge. Nous exigeons le droit de participer aux décisions qui nous concernent personnellement. collectivement. Cherchons ensemble, inventons, créons un système de défense autre, nouveau ».

Par ailleurs, Si le chef de corps retranché derrière « les ordres » a obstinément refusé un entretien avec les journalistes présents, de nombreux gradés de haut rang ont accepté de discuter à bâtons rompus. Ils n'ont pas manqué d'exprimer leurs critiques par rapport au fonctionnement interne de la caserne. Le manque de crédibilité des structures de participation, ou les appelés sont désignés par le commandement et non élus par leurs camarades est en général reconnu. Certains rêvent d'un système proche de celui des « hommes de confiance » dans l'armée allemande. « Nous sommes prêts à dialoguer avec les appelés en groupe et non plus individuellement comme cela se faisait auparavant. Mais à condition que ces discussions n'aient pas pour objectif de vouloir introduire politique dans la caserne ». La crainte des soldats masqués qui tiennent des conférences de presse et défilent dans la rue est vivace. La participation sans le droit d'expression et d'organisation? Les officiers s'enferrent dans un sérieux dilemme. Ils ne sont pas prêts d'en sortir

Tom Jordan

LA JUSTICE ORDINAIRE

AVOCATS : ABSENTS

Audience des flagrants délits du 28 mai. Paul V. comparaît devant le président Puydebas pour avoir, avec deux mineurs, menacé des passants pour les détrousser. Cela « armé » d'un peigne avec lequel un des mineurs menaçait la victime, un militaire.

Le président : « Paul vous avez 18 ans, vous n'avez jamais été condamné. Vous déclarez que vous alliez à l'Olympia écouter un chanteur. Vous trouvez ça normal d'attaquer les promeneurs? C'était pour vous payer l'entrée je suppose? »

Le procureur Lecomte : « Le délit pourrait être mineur, il n'y a pas eu de blessés. Vous, Paul, vous étiez un comparse, vous êtes un faible qui recevez des ordres de plus jeunes que vous. Mais ce qui m'importe c'est que l'ordre public est troublé. Je parle pour ces passants qui ne sont pas armés, eux. Je parle pour les promeneurs, ces victimes des voyous de votre genre. Regardez-le, je comprends qu'il fasse peur. Je demande une peine d'exemplarité et de dissuasion. Je ne veux pas savoir quel est son âge, ni s'il est primaire. Ce que je sais c'est que la sécurité de la société est menacée. Je demande une peine qui ne soit pas inférieure à 30 mois, et je m'oppose à tout sursis ».

Délibéré: 30 mois, audition: 7 minutes.

Un touriste péruvien qui a dérobé un portefeuille sera condamné en six minutes à 15 mois de prison. Il obtient une petite remise sur le «tarif » normal car il a reconnu les faits.

Comme la plupart des prévenus, Paul V. et le péruvien n'avaient pas d'avocat. Personne ne leur en a proposé.

En effet si le président doit demander à un inculpé s'il veut un délai de quelques jours pour préparer sa défense, rien ne l'oblige à lui proposer un avocat. Personne ne lui dit non plus que cet avocat est gratuit. Nous voyons trop souvent les inculpés expédiés en deux coups de cuillère à pot pour ne pas nous élever contre de telles

Nous devons exiger la présence à toutes les audiences, et jusqu'à la fin de celles-ci, des avocats de la conférence du stage (1). Nous devons obtenir des présidents qu'ils indiquent clairement cette possibilité de défense aux prévenus.

Jean Gilbert du CAP

(1) Avocats lauréats d'un concours appelé « Conférence du stage » et désignés, par l'Ordre, pour défendre d'office les inculpés des « flags ».

l'homme casernes



LIBERATION IMMEDIATE DE MARTIN MEPPIEL

Martin Meppiel est emprisonné depuis un mois au 22 RIMA d'Albi. Le comité de soldats; dans un communiqué, nous apprend que ce soldat a pris 120 jours d'arrêts de rigueur parce qu'on soupçonne d'avoir participé à la manifestation des soldats le 1er mai à Toulouse. Revenons sur les motifs « troublants » et posons quelques questions:

1- MM est donc arrêté et emprisonné le 1er mai. Ce jour là il était « d'alerte ». Ses gradés lui signalent que « antécedents » il n'est pas désirable à l'extérieur!

Quels « antécédents », Monsieur le Colonel ? Si voulez dire que ce soldat a eu des activités syndicales ou politiques....mais les fichiers alors, ça existe? Le Prince Ponia nous aurait donc menti?

2- Que répondez-vous à ce soldat qui affirme, avec l'infirmier de garde, avoir été à l'infirmerie à partir de 9 heures et toute la matinée de ce samedi 1 mai? Nous comprenons que votre réponse tarde...ll est vrai que la SM n'a pas besoin de preuve.

3- Alors vous rectifiez le tir: 2 mois pour « participation aux comités de soldats ». Mais là encore c'est l'arbitraire le plus total; vous êtes incapable de prouver vos affirmations.

2 mois cependant, c'est pas assez! Il fallait trouver un autre motif! La SM fait une fouille illégale dans la chambre de Martin qui n'est pas présent et découvre sous le matelas de son lit...des cartouches à blanc. Décidément, pour une fois, vous auriez de la chance. Troublant quand même! Ne trouvez-vous pas? Pendant ce temps vos hommes menacent physiquement Martin, pour le faire avouez.

Soyons certains qu'à vos méthodes illégales et pratiques policières, les soldats et les travailleurs répondront par une mobilisation exceptionnelle. Il échec provocations.

Correspondant

REPRESSION AU 11° BCA DE BARCELONNETTE

La répression sévit actuellement au 11° BCA de Barcelonnette. Les soldats sont systèmatiquement soumis aux interrogatoires de la SM. Le soldat J. Martine a été aux arrêts de rigueur et muté. D'autres soldats sont actuellement menacés.

Nous rappelons qu'un comité de soldats existe au 11° BCA, et qu'il publie l'« Alpin Déchainé »

courrier



Jeudi dernier, on annonce sur RTL, à l'émission de Ménie Grégoire une jeune transexuelle. Ça m'intrigue, moi qui suis toujours habitué à voir ce phénomène traité comme relevant d'une anormalité maladive, au besoin exhibitionniste, ou même du sombre trucage pré-olympique...

Enfin, je me sens d'autant plus branché sur le sujet qu'il y a quinze jours, j'ai vu Depardieu dans La dernière femme, qu'à la télé, le 17 mai, avec La maison des sept péchés, j'ai revisionné Marlène Dietrich travestie en uniforme de la Navy, image qui m'a rappelé en retour celle de Portier de nuit... Ce qui m'a renvoyé aux récentes déclarations de David Bowie, abandonnant les recettes d'une certaine bisexualité pour celles de la race aryenne; Waska! Il y a vraiment des moments où le show-business vous rebalance de ces phantasmes en pleine

Bref, je me nettoie vite les oreilles pour mieux écouter. Ménie commence par sécuriser l'auditeur mal à l'aise en annonçant la présence à son côté de la docteresse X, qui est aussi une transexuelle, et en précisant immédiatement la conséquence la plus importante de l'opération: on peut avoir du plaisir après avoir changé de sexe, même si on n'en n'avait jamais éprouvé dans son sexe antérieur.

Dans le cas particulier de la transexuelle au bout du fil, il nous est même détaillé qu'avec la peau de son ex-pénis on a pu lui fabriquer un vagin ainsi qu'un clitoris relativement bien innervé. Mais comme la plupart des opérés son orgasme est essentiellement clitoridien. Voilà pour le somatique. Passons á l'essentiel, au problème à la fois physique et spiri tuel, « relationnel », « psycho-somatique », pour faire scientifique. Notre téléphonée nous indique qu'elle a

durement ressenti le fait que « dans cette société, on ne peut pas vivre avec une ame de femme dans un corps d'homme ».

Pour nous, révolutionnaires, qui ne savons pas ce qu'est une « âme de femme », mais par contre ne connaissons que trop bien les odieux mythes de la virilité et de la féminité, il nous arrive de vivre des contradictions analogues. Je l'ai puissamment vécu lors de la fin de mon adolescence : en effet, quand on lutte contre l'oppression des femmes, comment, alors que notre sexualité est pleinement éveillée, ne pas reproduire les schémas dominants?

Toutes ces questions, nous nous les posons encore, bénéficiant quelque peu de l'aide d'un intellectuel collectif. Mais d'autres le vivent atrocement et contradictoirement, un goût de mort à la bouche... Et parfois, vient à l'horizon le gouffre : délivrance du suicide ou alors l'aventure de la tran-

La transexualité est effectivement une aventure. Comme le rappelle cette émission, la seule chose qu'obtiennent de plein droit ceux qui l'ont vécue, c'est le mépris ou le rejet. C'est aussi le fait de n'être plus un homme sur le plan anatomique, mais administrativement, pas une « femme », ce qui a valu à la docteresse d'être accusée de vol de sa propre voiture.

Face à cette situation que certains milieux de la pègre exploitent financièrement, c'est peut-être aux révolutionnaires que revient la tâche de le replacer dans le contexte de crise des valeurs de la société capitaliste. De telle sorte que la transexualité ne soit plus perçue comme anormale, mais intégrée aux éléments appelant, soit positivement, soit négativement à la nécessité de l'« homme nouveau »

ND. Militant de la LCR.

Aytré- La Rochelle

UNE FOIRE ECOLOGIQUE

tenue à Aytré, près de La Rochelle, la troisième foire biologique. Une vingtaine de maraichers, viticulteurs, boulangers, bouchers vendaient leurs produits, mais aussi diverses associations tenaient un stand (défense de l'environnement, lutte contre l'énergie nucléaire). Nous avons interrogé l'adjoint au maire d'Aytré, responsable de la foire.

Q. Cette foire biologique est la troisième, peux-tu nous en expliquer l'origine? R. Dans le département de Charente-Maritime, il y a pas mal d'agrobiologistes, notamment des maraichers. Notre but est surtout d'informer la population sur ces nouvelles méthodes d'agriculture.

Q. Peux-tu nous expliquer en quoi elles consistent?

R. Les agrobiologistes revendiquent pour leur production le goût, la saveur, la durée de conservation, le parfum, la non-putréfaction précoce, l'inocuité stomacale et intestinale. Sur le problème du rendement, une étude récente a fait le point à partir de comparaisons entre 16 fermes en biologie et 16 conventionnelles. Les conclusions montrent non seulement que les premières produisent autant que les secondes mais qu'en plus leurs coûts de production sont légèrement inférieurs en raison de l'absence de dépense d'engrais chimiques.

Q. Pourquoi la culture biologique n'a-telle pas une plus grande audience? R. D'abord, il convient de dire qu'elle est en progression constante; mais les techniques agronomiques sont soumises à l'environnement socioéconomique, donc aux choix politiques. Quand on sait que les agriculteurs sont dépendants des trusts agro-alimentaires et de la chimie, en amont comme en aval de la production, on comprend bien des choses. Je rappelerai les propos de l'un d'entre eux : « C'est la société actuelle qui me condamne à la chimie ». Quant aux industriels des pesticides, ils se portent bien, merci, puisqu'ils réalisent un chiffre d'affaire de un milliard et demi de francs par

Samedi 22 et dimanche 23 mai s'est Q. En plus des producteurs, y avait-il d'autres stands?

R. En plus des agrobiologistes qui suivent la méthode précédente, il y avait la coopérative biologique de Lezay (Deux-Sèvres) qui suit la méthode « nature et progrès ». Par ailleurs figuraient à la foire un stand d'information sur la lutte contre la centrale nucléaire de Braud et Saint-louis, un stand sur la lutte contre l'extension du camp du Larzac, un stand du groupe écologie de la maison des jeunes de La Rochelle, la foire s'inscrivant dans le cadre de leur quinzaine écologique. On pouvait voir aussi un chauffe-eau solaire expérimental réalisé par les normaliens. Les métallos de La Rochelle en lutte étaient accueillis. faisant une intervention au micro et organisant la collecte. Cette variété, nous l'avons voulue, afin de donner à la foire une autre dimension que la dimension commerciale.

Q. La population d'Aytré, ville ouvrière (l'usine Alsthom en grève depuis cinq semaines s'y trouve), vient-elle à cette foire ou bien s'agit-il d'une manifestation qui ne draine que les « initiés » de

la région?

R. Cette année au moins, ce sont les habitants d'Aytré qui sont venus ; la preuve, un des producteurs présents (boulanger biologique de Vendée) fait un dépôt de pain au Supermarché. Cette foire a permis une large information, dans de meilleures conditions que lors d'une conférence : ce serait un succès si les consommateurs s'organisaient pour défendre lurs intérêts.

Q. Y aura-t-il des prolongements à cette

foire d'Aytré?

R. la première année, tout le monde était sceptique. Aujourd'hui, après en avoir discuté avec les exposants, nous allons peut-être déboucher sur la création d'un marché biologique régulier, comme il en existe à Saintes. à Nimes ai Angers. Les exposants de base sont partants car il y a une demande; à La Rochelle, par exemple, plusieurs personnes se sont organisées en un groupement d'achat de produits

les temps modernes

L'ORDRE DES **MEDECINS**

VICTOIRE SUR

 Pour la première fois dans l'histoire de l'Ordre, un conseil régional a accepté de siéger publiquement et non à huisclos. Cela s'est passé dimanche 30 mai à Montpellier où le conseil prétendait juger quatre médecins qui se refusent à être complices des « prises de position rétrogrades de l'Ordre vis-à-vis de la contraception, de l'avortement, des contratstypes permettant le contrôle patronal des arrêts de travail »

Deux des médecins ont été renvoyés devant les tribunaux pour non paiement de leurs cotisations.

Cette séance publique qui s'est déroulée grâce à la mobilisation du GIS et du SMG régional fait suite à la déclaration de 10 profs de fac de Montpellier exigeant le bénéfice de la « clause de conscience » pour les médecins qui refusent ces prises de position.

CONCORDE

 Après l'ouverture des lignes Rio, Caracas Washington, brillamment empruntée par Giscard, Concorde voit s'ouvrir les marchés italien et australien. Une décision qui va renforcer les rodomontades chauvines, après le fabuleux marché nucléaire d'Afrique du

MARCHE VERS LA HAGUE

 Nous en reparlerons, mais nous vous signalons que la marche-rassemblement sur La Hague aura lieu le week-end de pentecôte. Voici quelques renseignements pratiques pour ceux qui veulent prendre leurs dispositions pour s'y rendre:

Un centre d'accueil sera organisé dès samedi après-midi sur la N. 113 entre Valogne et Cherbourg. Samedi soir, forum anti-nucléaire. Dimanche, marche de Beaumont-Hague à Jobourg. Des cars partiront de la gare SNCF de Rouen, Samedi à 8 et 14 heures. Apporter sacs de couchage, lampes de poche, provisions.

 Monin et la hiérarchie militaire. comme prévisible, prennent très mal la défaite qui leur a été infligée lors de la grève des éboueurs de l'entreprise Monin-ordures services. Provocations et intimidations contre travailleurs immigrés se poursuivent. Ainsi le patron vient d'envoyer plusieurs lettres d'avertissement. De même deux soldats seraient actuellement au trou pour avoir refusé de participer au ramassage des ordures. Les organisations antimilitaristes doivent se rencontrer pour étudier les modalités de la campagne.

Correspondant

Saint-Etienne

DEUXIEME RENCONTRE DE LA PRESSE DE CONTRE INFORMATION

Une seconde réunion de coordination de la presse de contreinformation s'est tenue samedi et dimanche à St Etienne, accueillie par le Couramiaud, journal stéphanois et contre-information.

La présente réunion avait permis une première confrontation : mêmes problème de diffusion, de moyens, solidarité face à la justice, possibilité d'un numéro commun.

Cette seconde réunion a permis d'avancer : chaque fois qu'un journal interviendra dans une réunion politique, fête, il le fera également au nom de la contre-presse et en présentant l'ensemble des titres. De même il a été décidé que le Cri des Murs (journal mural) publierait un numéro sur la contre-presse à l'occasion de la fête du PSU. Par contre la réalisation d'un numéro commun

sur - et pendant - les vacances des Français a été abandonnée.

Il a été discuté plus précisement de la possibilité de faire au même moment des articles, par exemple sur le procés des femmes du MLAC d'Aix - inculpées à la suite d'un avortement pour coups et blessures, ou de se servir des ramifications de la contre-presse pour réaliser un dossier « où en est l'avortement en

Enfin les représentants du journal La Criée de Marseille ont critiqué le supplement régional Marseille de Libération, qui pendant sa semaine de parution, n'a pas donné la parole aux comités et groupes existants, par exemple sur le rascisme et les immigrés et n'a été d'aucune aide pour les Marseillais.

Poissons morts par milliers dans la Seine depuis dimanche (AFP)

LINRES

LA REVOLUTION ET LE POUVOIR

de Daniel Bensaid - Ed. Stock - Coll « Penser »

« La première révolution prolétarienne a donné sa réponse au problème de l'Etat. Sa dégénérescence nous lègue celui du pouvoir .» Ainsi commence ce livre qui, au-delà de ses aspects parfois éclatés ou de certaines formules à l'emporte-pièce, a une cohérence. Essayer de donner des réponses aux questions posées par l'extrème-gauche depuis 68 : l'analyse de l'ensemble des relais institutionnels -et pas seulement du pouvoir d'Etat - qui fondent le pouvoir de la bourgeoisie, de la stratégie révolutionnaire à lui opposer et, en creux (plutôt que de façon systématique) de la nature du « pouvoir prolétarien » dont nous nous réclamons.

La première tâche du livre est donc de revenir sur la théorie marxiste de l'Etat, au-delà bien sûr du révisionnisme réformiste, mais aussi contre les courants mao-althussériens qui après 68 ont buté et éclaté sur cette question. Leur « structuralisme » ne leur permettait qu'une description du fonctionnement actuel de la « mécanique politique » de l'Etat bourgeois, et de ses divers « appareils d'Etat » non de penser la genèse de cet Etat avec le dévoloppement de la société bourgeoise, et du même coup de retrouver la tradition léniniste du dépérissement de l'Etat. Bensaid analyse donc la formation de l'Etat bourgeois et son lien avec les dispositifs au travers desquels la bourgeoisie, brisant toutes les formes communautaires précédant son règne, instaure « un marché du travail » (où les prolétaires viennent vendre leur force de travail « librement ») et un Etat dépositaire de la « Souveraineté nationale ».

Pour le dépérissement de l'Etat... et des institutions.

Mais ce n'est pas uniquement au travers de la délimitation d'un territoire national, d'une armée nationale, structurée par la démocratie représentative; que la bourgeoisie scelle son pouvoir. C'est au travers « d'un grand déchirement et démembrement du corps social: partage entre le producteur privé et le public, sanctionné par le droit; partage entre leproduc teur et le consommateur ; entre le lieu de travail et la famille ; partage scolaire entre la jeunesse et la « vie active » des adultes; partage asilaire entre le normal et le pathologique ». Autant de dissections de la vie sociale que l'Etat opère au moyen de « l'îlotage institutionnel ». Le livre analyse plus précisément la formation de deux institutions (famille et école) dans leur double lien au développement des forces productives, la division capitaliste du travail et à la politique de l'Etat bourgeois. Le projet communiste, ce n'est pas uniquement le dépérissement de l'Etat, mais aussi de l'ensemble de ces institutions; pas seulement la réappropriation par la société du pouvoir politique qui a été séparé de la société civile, mais aussi de l'ensemble de ces activités que la bourgeoisie a enfermé dans ces lieux clos appelés: institutions.

Il s'agit là de quelque chose de bien plus important que la mise à jour de l'utopie » léniniste : dans les pays capitalistes avancés, la crise qui se développe est autre chose qu'une simple crise politique et sociale, mc'est l'ébranlement de tout ce dispositif mis en place par la bourgeoisie durant des siècles. Les frontières qui semblaient les plus naturelles, les institutions qui semblaient les plus « normales » s'effritent : le socialisme porté par le prolétariat doit être capable de répondre à l'ensemble de ces questions qui, pour l'instant, éclatent souvent sans qu'elles s'inscrivent dans le projet d'un monde nouveau à construire.

Actualiser une stratégie révolutionnaire

Dans les chapitres suivants, après avoir traité du stalinisme et de la « démocratie des conseils », l'auteur

aborde les questions de stratégie révolutionnaire. Pas par un simple ressassement des acquis, mais une analyse serrée des révolutions passées (Allemagne, Espagne) ou présentes (Chili, Portugal); regrettons simplement que le bilan critique des quatre premiers congrès de l'internationale communiste ne soit pas prolongé d'une réflexion sur les rapports entre soviet, parti, syndicat telle que nous pouvons commencer à l'aborder de nos jours.

Le dernier chapitre « l'inquiétude militante » laisse le plus à désirer ; un peu plaqué sur le livre et accumulant des remarques souvent justes, il ne traite pas réellement des questions posées depuis 68 et, surtout, esquisse, dans les pages finales, un portrait du militant, de son espèce de solitude, trop équivoque pour être satisfaisante. On ne peut pas ici en débattre dans les détails : disons que sont trop présentes dans cette esquisse toutes les images qui ont pu nous façonner, celle du « héros-mec », à mi-chemin entre une certaine image de la solitude du Che dans les forêts de Bolivie et celle de Lucky Luke qui s'en va vers le soleil couchant (dans le dernier dessin). Quelque chose flotte peut-être parfois dans nos rêves: on n'échappe pas facilement aux fantasmes d'un monde d'hommes. Quelque chose qui, en tout cas, a peu à voir avec ce que nous

LORO+ CABANES (POUR LES NUACES) + TOUSSE BOURIN. 9

soient les contradictions sur lesquelles nous butons. Ce qui est plus étonnant, c'est que ces deux dernières pages s'opposent de fait à ce qui est la logique profonde de nombreux chapitres de ce

voulons commencer à être quelles que l'ivre : l'exigence de la prise en charge par les révolutionnaires de l'ensemble des besoins et remises en cause qui naissent de la crise du « troisième âge du capitalisme ».

Antoine Artous.

Actuels regroupe trois textes récents de Marcuse

- Echec de la nouvelle gauche (avril 1975),

Marxisme et féminisme (mars 1974),

Théorie et pratique (juin 1974).

Textes brefs et, sans doute parce qu'ils ruent l'objet de conférences, denses. Significatifs aussi du style d'intervention de Marcuse. Dans la pensée du XXº siècle, Marcuse occupe une place privilégiée. Il fut de ceux qui très tôt inaugurèrent une entreprise de résistance au laminage de la pensée marxiste opéré par le stalinisme. Une des clés de cette résistance chez Marcuse est la rencontre avec le champ de la découverte freudienne (théorie de la sexualité). Rencontre préparée dès 1932 par la place que Marcuse attribue au concept de vie dans sa lecture de Hegel (L'ontologie de Hegel et la théorie de l'historicité. Editions de minuit. 1972), rencontre qui amènera Marcuse à élaborer une théorie originale des sociétés et de l'histoire, tentative de fusionner et la problématique marxiste et la problématique freudienne. (Sur ce suiet les ouvrages les plus significatifs de Marcuse sont Eros et civilisation et les textes regroupés aux Editions de

minuit sous le titre Culture et société).

Les textes d'Actuels présentent l'intérêt supplémentaire de confronter Marcuse aux questions concrètes que se pose ce qui s'appelle « Mouvement » aux Etats-Unis et « avant-garde » en Europe. Ils montrent tout ce que la pensée de Marcuse a de stimulant mais aussi ses limites.

De nombreuses stimulations politiques...

Le texte « Théorie et pratique » ne manque pas de nombreuses stimulations politiques. A titre d'exemple citons l'analyse que Marcuse fait de la révolte contre le capitalisme contemporain. Cette révolte, dit Marcuse est marquée par un impératif de totalisation, de fusion des revendications tant économiques que politiques des masses exploitées et opprimées de cent faç ons plus ou moins sournoises par le capitalisme contemporain, ses appareils de pouvoir et de contrôle social. Cette révolte est l'indice d'un haut niveau d'exigence sociale de la spontanéité des masses. Exigence qui porte et sur le monde à naître et sur les movens de le faire naître. La révolte contemporaine contre le capitalisme est porteuse d'un changement de l'idée du socialisme,

« le socialisme qu'elle veut promouvoir, il faut se le représenter comme un progrès du travail aliéné au travail créateur » écrit Marcuse. Cette émancipation du travail qui n'est pas sa suppression mais sa métamorphose implique le passage : - de la maîtrise de la nature à la coopération avec elle (revendication écologique),

de la répression à l'émancipation des sens (revendications libidinales). de la raison comme instrument d'exploitation à la raison solidaire (revendication intellectuelle).

« La tâche de la théorie serait de libérer ces possibilités du voile d'utopie qui les recouvre encore et de les définir comme objets d'une pratique possible ».

De même qu'elle fait programme à la réflexion théorique, la révolte de masse fait programme aux formes révolutionnaires d'organisation existantes: « Un élément libertaire et anti-autoritaire habite aujourd'hui la pratique radicale: c'est l'expression spontanée, subjective de la révolte, qui met en question les formes traditionnelles de la pratique, les jugeant inadéquates à l'ampleur de la transformation. Mais cette spontanéité demeure inopérante tant qu'elle ne se donne pas ses formes inédites propres d'organisation. » (Actuels p. 83)

...Mais des contre-vérités flagrantes

de H. Marcuse - Ed Galilée

Quant aux limites de la problématique de Marcuse nous n'en donnerons qu'un exemple tiré d'« Echec de la Nouvelle Gauche ». Marcuse écrit : « Le passage au socialisme n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour ; ce qui domine, c'est la contrerévolution. » (Actuels p. 29). Ce qui non seulement est une contre-vérité flagrante, au moment même où le peuple vietnamien remporte définitive victoire sur le formidable appareil néo-colonial l'impérialisme nord-américain (marsmai 1975) mais est contradictoire avec ce que Marcuse nous dit par ailleurs du niveau de spontanéité atteint par la révolute des masses. Concevrait-on une telle exigeance socialiste spontanée des masses dans une période de révolution triomphante ? l'ombre du Chili plane sur l'analyse de Marcuse mais peut-on dire de la formidable défaite du mouvement ouvrier en Indonésie en 1965 qu'elle inaugurait une période de contrerévolution triomphante?

Et les lendemains nécessaires du fascisme, n'est pas en 75 le Portugal qui illustre ce qu'ils sont ? Mais lisez Marcuse, pour rêver, pour réfléchir, c'est lié

Camille Scalabrino

de L. Rainer - Ed Stock

Les livres sur le printemps de Prague ne manquent pas ; voici le premier sur les conséquences de son écrasement par les forces du Pacte de Varsovie en août 1968 ; sorte d'enquête sur les origines et les mécanismes de la difficile « nor-

Rainer l'aborde sous trois angles: - saisir la normalisation au quotidien, telle que la vivent les Tchèques et les Slovaques

- reproduire des documents (1) de l'opposition (pour la plupart tirés du samizdat tchèque né à la suite de l'invasion soviétique)

replacer le passé récent dans le contexte de l'histoire du pays.

Jusqu'où peut-on s'incliner politiquement? D'abord le vécu. Comment « sur-

vivre » ce grand bond en arrière, ce règne absolu de la médiocrité au pou- profiter des possibilités de promotion

voir, sans faire trop de concessions, sans se laisser corrompre par la grisaille du Travaille-Famille-Parti, sans effacer de sa mémoire l'été des tanks. Jusqu'où peut-on s'incliner politiquement pour ne pas compromettre une carrière professionnelle, les études de ses enfants, etc.? Autant de questions qui semblent hanter aujourd'hui encore, les « soixantehuitards » qui restent pour la plupart attachés à l'expérience du printemps, tout en restant divisés sur les causes de son échec (fallait-il faire confiance à Dubcek, quelles étaient les possibilités de résistance en août ?)

You can't beat them, join them! (2)

Par contre les nouvelles générations de jeunes qui n'ont pas activement participé à 68, semblent prêtes à

formidables ouvertes par les purges de 69-72. Conscients du blocage actuel de la situation, ils ont décidé d'améliorer leur sort personnel quitte à adopter pour la forme quelques unes des balivernes husakiennes sur le danger de la contre-révolution rampante en 68; suivant en cela la devise : « You can't beat them, join them! » (2).

Une histoire en forme de nuit

Malheureusement, de par situation de journaliste, l'auteur ne peut que décrire un certain milieu d'intellectuels, sans donner d'indications sur la façon dont la normalisation est vécue par la classe ouvrière qui reste la grande inconnue de la situation pour Husak comme pour l'opposition. Rainer ne fait pas de pronostics sur les chances de réussite de la « Kadarisation » en Tchécoslovaquie. Il s'efforce plutôt de fournir

un cadre historique et politique qui rende intelligible le comportement des tchèques et des slovaques dans ces moments critiques de leur histoire; une histoire qui a ses cycles : de grandes explosions populaires qui jouèrent souvent le rôle de révélateur des tensions européennes, suivies de longues périodes de domination étrangère et de répression politique et culturelle pour de nouveau fissurer l'édifice oppresseur, œuvrant lentement de l'intérieur pour un changement nécessaire. Somme toute une histoire en forme de huit: 1848, 1918, 1938, 1948, 1968, 19.8...

(1) Presque tous inédits en France et fort interessants, sauf le document Smrkovsky, d'une authenticité douteuse.

(2) « Tu ne peux les vaincre, rejoins

Entretien avec « Tousse-Bourrin »_____

IMAGINER DES IMAGES

Les heures passées à crayonner une planche, à chercher les mots que l'on va mettre dans les ballons. Les idées, qui ne viennent pas quelques fois. La page blanche. Les autres dessinateurs que l'on croise, le carton sous le bras, dans les couloirs d'un « grand journal ». Puis les jours sans travail. Le fric qui manque. C'est cela aussi l'envers du décor de la bande dessinée.

Un beau jour, ils se sont regroupés et ont vidé leurs poches. Cela a donné un journal de B.D. :

Toussebrin. Après avoir vidé leur sac, ils ont rempli Rouge de petits dessins. « Ils » ce sont : Max Cabanes, Régis Loisel, Jean-Marc Loro, Anne-Marie Simond, Olivier Taffin, J-P Tingaud, Martie, Michèle Costa-Magna.

A partir d'aujourd'hui ils exposent à Paris (1) durant une semaine les originaux du nº 4 de leur revue. En allant voir ça de près vous vous apercevrez qu'imaginer des images ça demande pas mal d'effort.

• Pourquoi avez-vous décidé de parallèle, nous n'avons pas les créer votre propre journal?

Nous voulions avoir un réel contrôle sur notre création car, dans un journal de B.D., en place dans le système, le dessinateur se heurte souvent à des refus accompagnés du sempiternel « Ça ne correspond pas à mon public », ce qui veut dire en clair: « Vous n'êtes pas rentable ». Après avoir notre propre canard ne signifie pas pour autant que tout devient facile, car nous nous sommes retrouvés par rapport à notre propre production, avec un pouvoir que nous n'avions pas l'habitude de manier. Plus question par exemple, de nous décharger de notre responsabilité sur un rédacteur

Tout collaborateur de beaucoup plus criti que vis-à-vis de l'équipe, et surtout vis-à-vis de luimême. Chaque numéro nous remet tous en question.

Ce type de travail en équipe est très positif, car il fait sortir le dessinateur (qui est un type qui travaille chez lui) de son individualisme. Il y a quand même une grande différence avec un grand journal, où les dessinateurs se recontrent dans les couloirs qui mènent au bureau du rédacteur en chef.

· Vous avez rencontré des difficultés au début?

Plutôt oui! Cela a mal commencé: comme tout petit journal comme des journalistes.

moyens de nous faire distribuer par les NMPP. Il nous reste donc la diffusion marginale. Nous sommes tombés sur un distributeur qui nous a escroqué en partant avec la caisse. On a perdu deux millions d'anciens francs. Nous avons quand même réussi à redémarrer, mais un autre journal (Mormoil) qui était logé

Dans quelles conditions se trouve le dessinateur.?

à la même enseigne en est mort.

On a un mal fou à se faire considérer comme journaliste. Il n'y a pas de profession de dessinateur proprement dite. Il y a dans les statuts de la carte de journaliste, une rubrique nous concernant vaguement qui est celle de reporter-dessi-Toussebourin en est venu à être nateur. Elle avait été crée à l'époque où la photographie n'existait pas. On envoyait, par exemple un type sur un tremblement de terre pour faire des croquis. Par la suite, cette profession est tombée désuétude, mais elle figure toujours dans les statuts. Alors certains dessinateurs arrivent, bon an mal an, en faisant des dessins qui touchent peu ou prou à la réalité politique et sociale à se faire délivrer une carte.

On ne sait pas quel est notre social: journaliste? Travailleur à domicile ? Travailleur indépendant ? Profession libérale ? Nous remplissons un journal mais nous ne sommes pas considérés

· Quelle est la situation de la B.D. ?

Disons tout d'abord que l'on entend encore assez souvent : « Ah oui mes enfants lisent çà, mais pas moi! ». La B.D. est pourant un moyen d'expression fantastique et un véritable art populaire. Depuis 1968, elle a beaucoup évolué, elle est devenu un langage d'auteur. Mais il faut faire attention de ne pas tomber dans cet espèce d'encensement qui fait de nous des grosses

Ceux qui ont le pluş de difficultés ce sont les petits journaux comme le nôtre.

L'attitude des amateurs de B.D. ne nous favorise pas toujours. Car le vedettariat joue beaucoup. Enormément de lecteurs achètent les journaux où se trouvent les valeurs sûres comme Gotlib, Gir, etc. Alors qu'il faudrait qu'ils nous abordent sans préjugés, en s'attendant à quelque chose de différent. C'est de cela aussi que dépend notre survie, car, la disparition d'un canard marginal, c'est un peu comme un frein qui est mis à la création dans la bande dessinée.

Entretien recueilli par Gilbert Lengir

Ils exposent actuellement (entrée gratuite) à la Mongole Fiere. C'est une péniche qui est amarrée au 115 quai de Valmy (canal St Martin) Paris 10°. Tél : 205.49.67 (métro : Jacques Bonsergent ou Château Landon). Le soir, il y a des chanteurs

ce soir, sur

L'histoire de la chine de Mao-Tsé-Tong

VOIR LA REVOLUTION CHINOISE

Roger Pic est un cinéaste militant, longtemps ses films sur le F.N.L. et la R.D.A. tournés sous les bombes pendant la guerre de libération du Viet-Nâm furent des documents occidentaux les plus sérieux que nous pouvions voir sur les combattants à qui nous exprimions notre soutien, à qui il donnait la parole

TF1 présente aujourd'hui la première partie d'un film de trois heures commandé par la télévision et produit et réalisé par Pic sur l'histoire de la révolution chinoise. Premier intérêt de ce film : les documents, ils sont très rares quand ils ne sont pas introuvables et complétement inconnus. Pic a procédé à des recherches minutieuses pour exhumer des images surprenantes : l'armée rouge quittant ses bases pour faire les premiers pas de la longue marche, long défilé de paysans aux visages tendus armés de per-ches de bambou ; Mao à Yenan sourcils froncés et derrière lui Chou En Laï attentif, les paysans chinois...

Il est souvent difficile de se faire à l'idée qu'un photographe se trouvait là pour capter précisément cette image qui résonne dans l'histoire de la révolution comme une légende... L'utilisation du document par Pic ne cède pourtant pas à ce spectaculaire même si elle en joue ; le travail du cinéaste obéit à plusieurs impératifs fondamentaux. Cela commence par la recherche, longue et pleine de surprises: ainsi le même film illustre, selon les sources diverses, des événements séparés par trente ans de bruit et de fureur. Cela exige donc avec un patient travail de vérification. Ensuite, même authentique, le document ne porte pas en lui même son sens, il faut l'éclairer par un contexte et par une mise en perspectives. En termes de réalisation cinématographique, cela veut dire un montage qui rassemble le divers dans une ligne directrice. Pic a choisi de mettre en relief la personnalité de Mao, un Mao qui traverse l'histoire, dont le propre regard finit par interpréter ces images de la Chine.

Est-ce le meilleur point de vue?

télévision

Chateau Espérance

big boss du sea business

Mardi ler juin

Journal

Journal

TF1

18.30

19.05

20.00

A2

C'est en tout cas celui qui permet la meilleure dramatisation de cette histoire et, dans l'état actuel des choses, sa meilleurs compréhension par l'image.

A la bonne heure : l'énergie solaire

Alain Colas: c'est pas la mer à boire...

L'histoire de la chine de Mao Tsé-Toung

Mais c'est dur à avaler, le poor lonesome sailor,

Première émission : des princes mandchous à la

République Populaire de Chine (voir ce soir sur

Dans l'objectif

• Au ciné-club Max Linder du théâtre de l'Ouest-Aquitain à St Médard en Jalles, on passe J'étais, je suis, je serai de Heynoski et Sheuman, le Chili, des camps vu de l'intérieur.

BOURG EN BRESSE

Les 5 et 6 juin

à

résultats excellents.

C'est

Bordeaux.

complète.

on y trouve

La fête de

kilomètres de Paris. Dans un

terrain que les militants de « Lutte Ouvrière » ont

entièrement aménagé avec un

travail acharné qui a donné des

départs sont organisés depuis la

porte de la Chapelle. Mais aussi

depuis les villes de province :

Bourges, Vierzon, Orléans, Tours,

Grenoble, Lyon, Sait-Etienne,

Nantes, Saint-Nazaire, Rennes,

Et là-bas, pendant deux jours,

Des orchestres de jazz, de la

musique classique, des or-chestres de pop. IL y aura

presque en permanence du

théâtre, des mimes, des sket-

ches. Avec: samedi, Maurice

Fanon et Yvan Dautun: diman-

che, Colette Magny et lundi, Guy

Et cette liste n'est pas

On s'y rend en car: des

Mériel,

• Le free jazz Workshop et Nef Sharane Arkestra donnent un concert organisé par le Théâtre à Musique. Rue de la Paix à 21 h.

· Alexandre Newsky à 21 h 32, allée Albert Thomas. Le premier film sonore d'Eisenstein avec la participation musicale de Prokofiev. En 1938, Eisenstein entreprend de raconter l'histoire du soulèvement populaire contre l'invasion de la Russie par les chevaliers Teutoniques...

MARSEILLE

d'Armand Gatti La pièce Passion du général Franco par les eux-mêmes émigrés présentée par le Nouveau Théâtre National de Marseille. c'est à la salle Vallier à 20 h 30.

RENNES

 Musique aussi à Rennes avec les musiciens de Claude Nougaro qui volent de leurs propres ailes. Salle Vilar 20 h 30.

ROUEN

• Présenté par Rouen Jazz Action Atelier Cinéma L'Olivier film du collectif cinéma de Vincennes à la fac. de Lettres Mt St Aignan,

AUBERVILLIERS

 Soixante-huitards vieillissants. on attend vos cartes vermeilles au studio du théâtre de la Commune d'Aubervilliers pour une pro-jection d'*Easy Rider* de Dennis Hopper. Remember ? 20 h et 22 h.

Programme de soutien à la MJC Théâtre des Deux Portes, 46 rue Louis Lumière 20ème: Chansons comme on vit par Christian Dente accompagné par G. Mosca, M. Montagu, R. Pouly. 18 F et 10 F pour les adhérents. 21 h.

• Au Théâtre de Dix heures, 36

bd de Clichy, On ne rit plus assez du chemin de croix et Fatrasies par Nicollet et Jean Hue. Ce soir et demain, ce sera gratuit pour les lecteurs de Rouge !



BULLETIN D'ABONNEMENT

royer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTRÉUIL (Service Abor

No

CODE POSTAL.....

NOM. PRENOM.

VILLE

ADRESSE : RUE.....

TARIF (encadrer la mention utile)

ETRANGER
500 F
250 F
130 F NORMAL COLLECTIVITES 300 F 200 F 6 MOIS 150 F 100 F 3 MOIS 80 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire

14.15 Programmes régionaux 19.20 Actualités régionales 20.30 Les dossiers de l'écran

Les dossiers de l'écran

La vérité sort-elle de la bouche des enfants ?

Débat purement moral pour savoir si les enfants sont bons ou méchants, illustré par un film de Cayatte: Les risques du métier où ils sont plutôt méchants tandis que les instituteurs, eux, sont vertueux et pleins de bonnes intentions.

Programmes régionaux

Actualités régionales

Tribune libre

FR3

Ce soir, Fourcade vient causer dans le poste en tant que grand gourou du club Perspectives et Réalités. Les perspectives sont plutôt bouchées et les réalités plutôt sombres, mais il dira le con-

20.30 Cinéma

Le cercle infernal, film américain de Henry Hataway (1955)

Seul, dans ce film sans génie et stéréotypé sur les courses automobiles, Kirk Douglas parvient à donner une certaine tension dramatique à son



UN ETHNOCIDE DEGUISE

OÙ VONT LES TSIGANDS?

Comme chaque année, le pèlerinage des Saintes-Maries de-la-Mer en Camargue, a rassemblé la grande foule des «gens du voyage», tsiganes, manouches, gitans et nomades forains, tous ceux qui, depuis des siècles persistent à vivre en dehors et au dehors. Sur les routes, au bord des rivières, à la lisière des bois, c'est-à-dire aux confins de la civilisation et de la nature. Tous ceux dont le territoire de circulation est cette frange extrême que l'aménagement du pays réduit inexorablement, le rivage, le fossé, le chemin creux, la zone, le terrain vague, la clairière. Tous ceux qui, nomades traditionnels, ne supportent pas un toit en dur, un transport en commun, un boulot à la chaîne, une résidence à crédit, des vacances à heures fixes. Cela fait mille ans qu'ils cheminent ainsi, des Indes aux Amériques, suivant le marché du soleil. C'est d'une part qu'ils ont la bougeotte, descendants peut-être de ceux-là qui sont nés chasseurs puis pasteurs suivaient les troupeaux, refusant comme d'autres de jouer l'espace contre le temps, de s'installer à demeure, de planter, d'attendre que ça pousse et d'engranger (futurs capitalistes, donc); et, d'autre part, qu'ils ont été chassés, repoussés, maudits par ces derniers dont l'espace privé ne cessait de croitre, lynchés et accusés de tous les crimes, d'être les porteurs de maladies et les propagateurs d'épidemies, considérés comme sorcient jeteurs de sorts et de maléfices, voleurs d'enfants, puorrisseur de puits. Des rives de l'Indus au Cap Finistère, toute l'Europe en eux, a trouvé les parfaits boucs émissaires, meilleurs encore que les Juifs ou les Nègres qui eux, du moins, s'efforcaient ou acceptaient de s'intégrer. Les tsiganes, malgrè massacres, exterminations, esclavage, mutilations et exactions diverses, continuérent de filer hors de portée, se jouant des frontières, déguisés en saltimbanque, en montreurs de foire, en artisans assumant les boulots dont les autres ne voulaient pas (chiffonniers, ferrailleurs) ou rédoutaient (colpoteurs) ou que relevaient de la magie, les arts du feu en particulier (comme les forgerons africains, les Tsiganes sont à la fois travailleurs du métal et devins, connaisseurs des dangereux secrets de la nature souterraine)

Ainsi (sur)vécurent-ils en marge de la société, grâce à des structures tribales sévères qui préservérent la pureté de lueur ethnie. A la fin du siècle, leurs mœurs et coutumes restent fidèlement proches de ce qu'elles étaient au moment de leur dispersion, voila mille ans.

dans l'esprit du public averti etcultivé, les Tsiganes draînent avec eux un bagage de folklore et de pittoresque. Les feuilletons de la télévision font un louable «effc.t» pour les montrer sous un jour meilleur. Au cinéma on rencontre même des tsiganes heureux. Enfin aux Saintes Maries de la Mer, les touristes sont de plus en plus nombreux à venir assister au fêtes religieuses (catholiques, pas tsiganes...) qui concrétisent chez les nomades une foi profonde mais sauvage, sans rituel, ni catéchisme, sans église ni sacrements, ces parias ne trouvant pas d'autres moyens d'expression, de langage véhiculaire d'espoir, que la prière. Il ne faut pas oublier en effet que depuis longtemps les Tsiganes viennent en Camargue honorer l'un des leurs, cette Srara Noire dont le christianisme a fait la servante de ses propres saintes évangélisatrices. Et que c'est l'église qui a transformé peu à peu ce rassemblement en pèlerinage catholique, s'efforcant de remplacer les manifestations secrètes, teintées de paganisme (attouchements, frottement des doigts sur le visage de la vierge noire, accumulation sur elle des vêtements et bijoux appartenant à des malades et à des affligés -culte chronique c'est-à-dire souterrain- refoulé dans la crypte chaude comme un four de boulangerpar des cantiques à la gloire du Christ, des baptêmes religieux et même de l'immersion rituelle de la statue de Sara en présence des grands manadiers de Camargue, mainteneurs de la nation gardiane. Et que l'église réussit à déplacer le rassemblement annuel des Tsiganes à Lourdes plutôt qu'ici. Le boumiane, a été le caraque, proprement converti. Il faut dire que le terrain était propice, le travail bien préparé par les conditions déplorables d'existence, la non-culture écrite, la religiosité extrème de ce peuple encore très proche de la nature.

Le corps en fête

Le plus grave, c'est qu'on ne voit guère les partis politiques de gauche, ni même les groupes révolutionnaires s'en soucier outre mesure. Les 200.000 tsiganes de France passent aprés les algériens ou portugais. Espérons qu'un prochain ler mai, derrière les immigrés, on verra défiler aussi les tsiganes, avec leurs gosses et leurs balluchons. Evidemment le moins que I'on puisse dire c'est qu'ils ne sont pas syndiqués, encore moins «politisés». Electeurs en puissance, ils ne lisent pas les journaux (80 % des adultes sont semble-t-il analphabètes) et ne sentent pas dutout concernés par les «nouvelles» de nos informations télévisées (malgré le nombre élevé de postes dans les caravanes). C'est bon pour les gadgés, c'est-à-dire les autres, les sédentaires, les Français à part entière, ceux qui à de rares exceptions prés les méprisent et les rejettent ouvertement. Il y a bien sûr des tsiganes (jadis chaudronniers) qui travaillent aujourd'hui dans les usines, les fonderies (et à qui on réserve les boulots les plus ingrats): et ceux-là manifestent et revendiquent, c'est au contact et au sein des organisations syndicales, ce n'est jamais en tant que

Pourtant depuis belle lurette, bien avant mai 68, ils surent lier la misère et l'exploitation et la fête manifestée. Contre l'oppression et le piège métroboulot-dodo, ils proclament leur liberté par la musique, le chant, la danse, tout le corps manifestant, en fait le corps en fête. Avec aussi ce qu'on a découvert 9 epuis, le fric en commun, la caisse commune, la solidarité ditionnelle, le potlach et la dépense..

Où vont les Tsiganes?

Cette année et pour la seconde fois, les touristes venus aux Saintes-Mariesde-la Mer pour assister aussi, aux manifestations gratuites de musique et de chant ont pu (et ils l'on fait nombreux et avec beaucoup d'attention, surtout les jeunes) regarder une exposition organisée par la Fédération regionale languedocienne de l'Aumônerie nationale des Gitans et intitulée : Gitan, où vas-tu ? Là était enfin posée cette question dérangeante : une fois la fête finie, les guitares rangées, les roulottes fermées, la place vidée...où vont les tsiganes qui nous ont un temps divertis? L'exposition est didactique, il le

falait bien. Dans le « sens de la visite », d'impressionantes photos montraient aux gens ce que sont les camps de stationnement réservés aux nomades. Ceux d'Avignon, par exemple, la Cité Clarfond, non entretenue. sans eau, ni électricité, coupées depuis longtemps, où l'occupation est fatalement sauvage....La cité Beau Soleil

au nom choisi exprès) où il n' y a qu'un seul poste d'eau pour quinze familles, pas un seul sanitaire, où les gosses jouent entre l'aire de bêton cassé et les carcasses de bagnoles abandonnées dans l'herbe sale, où l'on a' «mélangé» tsiganes et algériens sans souci des incompatibilites possibles. Ou le camp de la Grappe, à Montpellier, judicieusement situé au bord du Lez (pollué), entre deux usines, une distillerie et un terrain industriel, exactement là où le terrain est inondable et terminus d'égouts.

« Interdit aux nomades »

On sait que le problème du stationnement est vital pour les nomades, pour les gens qui vivent sans domicile fixe. Les villages qui chaque été, louent les bras de travailleurs saisonniers d'origine tsigane pour la cueillette et le ramassage des fruits, et qui ne pourraient s'en passer, continuent d'afficher l'infamante pancarte « interdit aux nomades » : seuls leur sont tolérés les terrains vagues, vraiment très vagues, de la périphérie, les abords des décharges publiques, évidemment démunis de tout sanitaire et de tout point d'eau. L'arrêté municipal qui interdit le stationnement ailleurs, et notamment sur les terrains dits de camping, reserves aux touristes et aux vacanciers sérieux, est illégal, mais qu'importe...Le maire est maître chez lui. Appuyé par la population entière dont une partie pourtant (agriculteurs et commercants) tirent un bénéfice sensible de cette main d'œuvre passagère. Le reste de l'année, et là où il n'y a pas d'emploi saisonnier, le stationnement est toléré 24 h. Ce qui est évidemment incompatible avec l'exercice d'un métier, la scolarisation obligatoire des gosses (les Tsiganes ne touchent les allocations familiales que si leurs enfants sont assidus à l'école) et l'assistance normale aux malades et aux accouchées accueillies dans les hôpitaux.

Il existe bien sûr des camps de regroupement (Pau, Toulouse, Mar-Toulon, Nice, Dijon, Grenoble...) L'Etat les finance pour 40 %, le fonds d'action sociale pour autant et les municipalités pour 20 % et fournissent en plus le terrain. Les nomades versent une redevance qui doit en principe couvrir les frais d'entretien, d'eau et d'électricité. Après tout assez discrète. Ses responsables ont

monde. De temps en temps, les maires temps de grande fête, les tsiganes ne désormais jouer aux boules...

Chaudronnier....au 9ème

à l'encontre de leurs goûts) vite tran- clôtures gardées par un gendarme. sformés en clapier par la négligence du responsable à l'entretien. Et cet habitat Les saintes Maries ingrates est bien souvent incompatible avec l'exercice du mètier traditionnel. Ainsi chaudronnier- rétameur retrouve, avec sa femme et ses neuf gosses, au neuvième étage d'un immeuble (avec ascenseur il est vrai) où il lui est tout à fait impossible de travailler sans gêner les voisins ou abîmer quelque peu les murs mis à la disposition. De plus, cette sédentarisation, si elle facilite la scolarisation, n'évite pas les problèmes du voisinage (racisme primaire) ni la formation de ghettos tsiganes dans certains quartiers.

Une chose manquait à l'exposition proposée par les bons pères, c'est l'accueil réservé aux Tsiganes par les Saintes Maries-de-la-Mer elles-mêmes. Là dessus, motus prudent ou pudique.

C'est que depuis des années, la ville profite abondamment de ce pélerinage qui draine des milliers de touristes et de tsiganes, tous consommateurs, elle ne déploie guère d'enthousiasme à organiser ce fameux stationnement. Les emplacements réservés sont de plus en plus éloignés les uns des autres, dans une évidente volonté de morcellement, d'éparpillement. Le «camp», au sens nomade du terme, soit l'espace délimité par trois ou quatre roulottes entre les quelles les tsiganes organisent leur vie domestique et familiale, cuisine musique, palabres autour du feu, n'est plus possible. Les caravanes sont désormais alignées les unes contre les autres, comme un parking de sages civilisés, respectueux de l'ordre. Le cloisonnement ainsi provoqué rompt la libre circulation qui se faisait jadis, resserant les liens inter-tribaux et inter-familiaux.

La gendarmerie, il est vrai, est ils paient leurs impôts comme tout le sans doute enfin compris qu'en ce

font un effort : ainsi à la cité Clarfond sont plus voleurs de poules ou casseurs d'Avignon, on a sablé l'espace vide en- de voitures maquillées. Et que les rixes tre les «habitants» et les gitans peuvent et réglements de comptes sont de plus en plus rares. Mais l'aménagement de ces terrains vagues laisse pour le moins à désirer. Comme partout ailleurs, la côte camarguaise se couvre de constructions qui transforment ce paysage sauvage en «marina» à la mode. Ici le Partout ailleurs, les pouvoirs Touring Club de france implante ses publics tentent de fixer les nomades en casemates en béton (ou qui parraissent les sédentarisant dans les H.L.M. Ceux telles aujourd'hui) et les tsiganes sont des tsiganes qui ont la chance d'être obligés de camper dans des endroits sur les listes municipales se voient at- non stabilisés, fondrières proches des tribuer des logements en dur (ce qui va étangs saumâtres, environnées de

Les points d'eau sont rares, en lisière. Comme en ville, où sont autorisés d'autres stationnements. Quant aux sanitaires, on les cherche désespérément. J'en ai trouvé un près de la mairie. Douches et WC payant: 50 centimes la chiotte. Pour une famille de huit personnes, cela fait cher les besoins naturels. Et l'établissement (très propre d'ailleurs) n'ouvre que de 8 H 30 à 19 H. Autrefois les seules toilettes étaient celles des cafés qui ont vite compris qu'il valait mieux les fermer en période de pélerinage. D'ailleurs les cafés des Saintes semblent de plus en plus bouder ceux qui ont contribué au début de leur fortune. Ce lundi, consacré à Sara, les cafés ont fermé à 8 H. Quant à celui qui sur la ralliait les suffrages de tous les groupes s'opposant en joutes musicales chorales, il est obstinément resté clos toute la journée. Depuis vingt ans que fréquente ce rassemblement, je n'avais jamais vu tant de vide. Les tsiganes vont-ils ,eux aussi, bouder la Camargue?

Les tsiganes, pris entre la conversion des uns et la reconversion des autres, sédentarisés, stabilisés, devenus électeurs bons teints et contribuables à gogo, consommateurs d'articles ménagers (le comble pour des étameurs et ferblantiers), vont disparaitre peu à peu non seulement des Saintes-Maries, mais de la planète. Phagocytés littéralement par notre société. La fin des tsiganes est proche. Un ethnocide de plus. Chez nous.

J-P Clébert

Pour plus de détails, voir : Jean-Paul Clébert, Tsiganes et Gitans, photos de H. Silvester, éditions du Chêne, 1975, dont les illustrations de cette page sont extraites.